Les convulsions du capitalisme

depuis la Seconde Guerre mondiale

L'après-guerre, dans les années 1950 et 1960, a connu une période de large expansion du capitalisme, appelée en France les « Trente Glorieuses ». Dans tous les pays industrialisés, la production industrielle fut multipliée par trois, quatre ou cinq en deux décennies, le chômage de masse fut considérablement réduit, le niveau de vie de la classe ouvrière s'éleva, l'espérance de vie augmenta. Les partisans du mode de production capitaliste y virent le triomphe de leurs vues, la preuve que leur système pouvait dépasser les crises.

Hélas pour eux, cet « âge d'or » n'était en fait qu'une phase bien particulière, une parenthèse qui se termina dans les années 1970 par une crise à rebonds dont nous connaissons aujourd'hui, près de 50 ans plus tard, les soubresauts continuels.

La collection Éclairage a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

ISBN 978-2-915727-80-7

9 782915 727807

Prix TTC : 8,20 €

Illustration de couverture
Grève des mineurs de fer en Lorraine, 1963.
© Gérald Bloncourt

www.lesbonscaracteres.com

Éclairage

Les convulsions du capitalisme

21

lbc

Éclairage

Histoire



Les convulsions du capitalisme

depuis la Seconde Guerre mondiale

Serge Benham

les bons caractères lbc

Éclairage
Histoire

– n° 21 –

Les convulsions du capitalisme

depuis la Seconde Guerre mondiale

Serge Benham

les bons caractères lbc

6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons Caractères – 2021
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-80-7
Dépôt légal 3e trimestre 2021

Introduction

La dernière période de large expansion du capitalisme est celle dite des « Trente Glorieuses ». Qualifiée par plus d'un d'« âge d'or », elle ne dura en réalité qu'une quinzaine d'années, de 1950 à 1965, et fut exceptionnelle à plusieurs titres. Les taux de croissance de l'économie capitaliste y atteignirent des sommets jamais revus depuis. Dans tous les pays industrialisés, le chômage de masse, qui accompagne toute l'histoire du capitalisme, fut considérablement réduit. Aux États-Unis, en France, au Japon et en Allemagne, la production industrielle fut multipliée par trois, quatre ou cinq en 20 ans. Des millions de paysans et d'immigrés furent mobilisés pour fournir les bataillons ouvriers nécessaires aux usines.

Au sein de ces bastions capitalistes, le niveau de vie de la classe ouvrière s'éleva, l'espérance de vie augmenta, et à la fin de cette période, les bidonvilles reculèrent pour quasiment disparaître à la fin des années 1970. Les salaires permettaient à toute une partie des travailleurs d'acheter les derniers produits sortis des usines de production de masse, réfrigérateurs, lave-linge, radios et, plus tard, télévisions et automobiles. La consommation de masse reconvertissait les salaires en profits.

Alors qu'avant-guerre, les pays riches étaient tous embourbés dans un marasme sans fin, au point que Trotsky

pouvait écrire dans le *Programme de transition* que « *les forces productives de l'humanité ont cessé de croître* » et que « *les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle* », les forces productives après-guerre connurent un développement sans précédent. Il n'en fallut pas plus pour que, déjà à l'époque, certains économistes et politiques, grisés par la dynamique de ces années, affirment que le capitalisme avait enfin trouvé sa voie, débarrassé des crises, capable d'assurer les profits des actionnaires tout en élevant le niveau de vie des masses.

Ils attribuèrent ces succès aux politiques publiques et aux progrès de la science économique, à John Maynard Keynes en particulier. Celui-ci attribuait au capitalisme une certaine rationalité. Il affirmait que les marchés n'étaient pas capables d'assurer d'eux-mêmes la prospérité et le développement, mais il pensait que le capitalisme pouvait y parvenir grâce aux interventions des États, des interventions qui se généralisèrent avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

***

Dans les années 1950 et 1960, de nombreux courants politiques affirmaient que le capitalisme avait mené la société au seuil d'une ère d'abondance généralisée. Les économistes écrivaient des livres aux titres évocateurs : *Une politique de l'abondance*[1], *Une société opulente*[2]. En 1971, l'économiste

1 L. Erhard, professeur, économiste, ministre, chancelier d'Allemagne.

2 J. K. Galbraith, conseiller économique de Roosevelt et Kennedy.

P. Samuelson, prix Nobel d'économie en 1970, affirmait: « *Avec nos connaissances d'aujourd'hui, nous savons assurément comment éviter une récession chronique* ».

Mais dès la fin des années 1960, les signes d'essoufflement se multiplièrent et les crises des années 1970 et 1980 apportèrent un net démenti à cet optimisme. Aucune politique ne fut alors en mesure de véritablement relancer l'économie et de la remettre sur les rails des Trente Glorieuses. Cet « âge d'or » n'était en fait qu'une phase bien particulière dans un cycle ouvert et déclenché à l'échelle de la planète par la Seconde Guerre mondiale, une parenthèse qui se ferma avec la crise commencée dans les années 1970, dont nous connaissons aujourd'hui, près de cinquante ans plus tard, les prolongements.

***

Tout cela n'empêche pas nombre d'économistes et de politiciens de mettre aujourd'hui en avant les politiques économiques d'après-guerre, comme solution aux crises modernes. C'est aussi pourquoi il est utile de comprendre la dynamique des années d'après-guerre et les raisons de son épuisement. Il faut en particulier saisir la place de ces Trente Glorieuses dans le développement historique du capitalisme, évaluer les éléments de continuité et de rupture avec les périodes précédentes et mesurer le plus exactement possible le rôle des politiques publiques, leurs possibilités et leurs limites.

Première partie

Avant la guerre, le grand chambardement

Chapitre Ier

De la Première Guerre mondiale à la crise

Au regard des phases d'ascension et de marasme qui ont parcouru le développement du capitalisme depuis la fin du 19e siècle dans les pays les plus avancés, on peut affirmer que la dynamique du capitalisme ne peut se réduire à celle de ses cycles de quelques années alternant phase d'expansion et crise. Certes, toute phase de développement contient en son sein les racines de la crise qui plongera l'économie dans l'anémie et la dépression. Mais tout cela n'indique pas la dynamique de la période. En 1923, Trotsky, après avoir rappelé que les crises rythmeraient le capitalisme jusqu'à sa mort, ajoutait que l'évolution à plus long terme de la société capitaliste suivait des phases pendant lesquelles, par-delà les crises cycliques, l'économie avait tendance ou à se développer ou à décliner. Il expliquait : « *En ce qui concerne les segments de la courbe capitaliste de développement* [...], *leur caractère et leur durée sont déterminés non par le jeu interne des forces capitalistes, mais par les conditions externes qui font le lit de leur développement. L'acquisition de nouveaux pays et de continents, la découverte de nouvelles ressources naturelles et, dans leur sillage, les événements d'ordre "super*

structurel" d'importance aussi essentielle que les guerres et les révolutions, déterminent le caractère et la succession des phases ascendantes, stagnantes ou déclinantes du développement capitaliste[3]*. »*

La période allant de la fin du 19e siècle au début du 20e siècle fut une période de développement intense : développement industriel accéléré en Allemagne, en Autriche, en Russie, exportation de capitaux de toutes les nations impérialistes sur toute la planète... Cette courbe ascendante fut brisée par la guerre de 1914-1918. Mais cette guerre n'était que la conséquence inéluctable de la période précédente. Cette guerre fut une guerre impérialiste, une guerre de conquête, de pillage, de brigandage, une guerre pour le repartage du monde, pour la redistribution des colonies, des « zones d'influence » du capital financier. Le dynamisme des nations capitalistes émergentes était en concurrence directe, frontale avec les puissances qui s'étaient emparées, au nom du premier arrivé, de la quasi-totalité des marchés mondiaux. C'est parce que les forces productives capitalistes étouffaient dans le cadre des États nationaux européens que la guerre a éclaté. La Grande-Bretagne a finalement vaincu l'Allemagne, mais sur le fond, la guerre n'avait rien résolu. Elle ne pouvait pas le faire. Elle avait modifié les rapports de forces entre puissances impérialistes, mais les contradictions fondamentales du capitalisme, entre des capacités de production devenues mondiales et des marchés à l'étroit au sein des États nationaux, pesaient toujours sur le développement économique.

3 L. Trotsky, *La courbe du développement capitaliste*, 21 avril 1923.

Ainsi, la période des années 1920 et 1930 est-elle décrite par certains comme celle d'une *« même crise qui se développe sous des formes différentes*[4] *»*. Les contradictions et les oppositions entre les principales puissances impérialistes d'alors donnent la clé de cette période. Au cours de la guerre, la puissance américaine, dont l'économie fournissait nombre de puissances belligérantes, s'était renforcée. Ses investissements extérieurs avaient été multipliés par deux tandis que ceux de la Grande-Bretagne, même s'ils dominaient toujours, avaient reculé. Les États-Unis avaient dorénavant, et de loin, la première réserve d'or au monde. La Grande-Bretagne, la France s'étaient considérablement endettées auprès des États-Unis, mais pour ces impérialismes vainqueurs, c'était l'Allemagne défaite qui devait payer.

Partout en Europe, les situations de crise s'enchaînèrent les unes aux autres. La situation fut terrible en Allemagne. En Grande-Bretagne, la crise est chronique tout au long des années 1920 si bien que la Grande-Bretagne, la puissance qui a dominé tout le 19e siècle, n'est plus capable d'ordonner le monde ni d'assurer la stabilité des échanges internationaux alors que les États-Unis ne sont pas encore prêts à la remplacer. Dans la deuxième partie des années 1920, les industries américaine mais aussi japonaise, allemande, française se développent, la concurrence internationale se tend et les marchés d'exportation se saturent dès 1928. Dans cette lutte économique, les vieux capitalismes reculent face à la poussée des nouveaux.

4 Michel Beaud, *Histoire du capitalisme de 1500 à 2000*, Le Seuil, [p. 232].

Pendant toutes ces années, la question monétaire va prendre une place qu'elle n'avait pas au 19e siècle. Dans un monde fait d'États-nations capitalistes concurrents, ayant chacun sa propre monnaie et prétendant échanger des marchandises entre eux, la question du rapport entre les monnaies est centrale. L'une des façons d'organiser ces rapports, celle qui prévalut jusqu'à la Première Guerre mondiale, est de fixer le taux de conversion de chaque monnaie, qu'elle soit sous forme métallique, de papier ou de lignes dans les livres de compte, en quantité d'or. La garantie que tant de dollars ou de livres vaut tant d'or est apportée par l'État. Les monnaies ont ainsi des rapports stables et sont aisément convertibles entre elles, mais il va de soi que cela ne fonctionne que si les capitalistes et la population ont confiance dans l'État qui assure la convertibilité en or. Ce système d'étalons-or se mit progressivement en place dans la deuxième partie du 19e siècle, les États décrétant les uns après les autres, à la suite de l'Angleterre en 1844, le taux de conversion de leur monnaie en or. La confiance reposait sur la limitation de la quantité de monnaie en circulation dans une certaine proportionnalité du stock d'or détenu par chaque banque centrale.

Cette stabilité monétaire disparut avec la Première Guerre mondiale. Pour financer l'effort de guerre, les États firent tourner la planche à billets et durent abandonner la convertibilité de leur monnaie en or. Les cours des monnaies devinrent alors flottants les uns par rapport aux autres, les monnaies s'échangeant sur les marchés internationaux comme n'importe quelle marchandise, en fonction

de l'offre et de la demande. Les désordres s'enchaînèrent. L'hyperinflation conduisit l'Allemagne à la famine en 1923. Alors que le mark-or valait un mark-papier en 1914, il en valait 10 000 début 1923 et 1 000 milliards en novembre. Le pays ne fut sauvé de la banqueroute et de la révolution sociale que par les crédits américains et britanniques qui lui permirent de relancer sa machine industrielle dans la deuxième partie des années 1920. Mais l'Allemagne ne fut pas le seul pays touché. La fin de l'étalon-or avait plongé la plupart des pays européens dans une situation monétaire instable. Ils cherchèrent à revenir en arrière. Ils y parvinrent partiellement en mettant au point le Gold Exchange Standard. Ce système reposait sur la création de deux types de monnaies, les monnaies de premier rang ayant un cours fixé sur l'or et les monnaies de second rang dont le cours était fixé sur les monnaies de premier rang. L'avantage pour les pays élus au premier rang était qu'ils n'avaient pas à se soucier de leur balance commerciale, leur monnaie valant de l'or. Pour financer leurs importations, ils pouvaient faire tourner la planche à billets, tant que les marchés trouvaient cela acceptable. La mise en place du Gold Exchange Standard fut décidée en 1922 avec les accords de Gênes. Tous les pays à économie de marché y participèrent à l'exception des États-Unis, dont le dollar était déjà fixé à l'or. Il fallut néanmoins attendre 1924 pour que le Royaume-Uni, le premier pays à le faire, rétablisse l'indexation de sa monnaie sur l'or et au taux de 1913. Cela ne se fit pas sans douleur, car le rétablissement de la parité de la livre avec l'or renchérit les exportations et fut la cause

d'un chômage de masse permanent. En 1929, le Royaume-Uni était le seul pays à ne pas avoir retrouvé son produit intérieur brut d'avant-guerre.

Le Gold Exchange Standard ne dura que peu de temps, celui qu'il fallut pour que se déclenche la « Grande Crise » qui, en partant des États-Unis, gagna la planète et la conduisit à la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis avaient gagné au sortir de la Première Guerre mondiale nombre de positions sur leurs concurrents d'Europe. Mais ils se consacrèrent essentiellement au développement de leur économie nationale. *America first !* était le credo de ces années. Cela se traduisit par un protectionnisme renforcé dès 1922, la restriction de l'immigration en 1924. La croissance de ces années se fit sur le dos de la classe ouvrière. Pendant la guerre, le salaire réel avait baissé. Après la guerre, le mouvement ouvrier américain était soumis à une offensive en règle, les grèves brisées, les militants syndicalistes, socialistes et anarchistes pourchassés. Le paternalisme et le travail à la chaîne, la division du travail plus poussée, se combinaient pour tirer le plus possible de l'exploitation des ouvriers. L'importante hausse de la productivité (c'est-à-dire de la valeur produite par heure travaillée) pendant cette décennie (+ 47 % contre + 17 % dans les années 1910 et + 11 % la décennie précédente) permit au patronat d'augmenter les salaires d'une partie de la classe ouvrière, afin de la diviser pour mieux se l'attacher, et en lui permettant de consommer les produits qu'elle fabriquait à la chaîne.

À la fin des années 1920, le travail à la chaîne reste épuisant, mais les gains de productivité ralentissent. Les

marchés se saturent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, où la concurrence internationale fait rage. Au second semestre de 1929, les profits du secteur automobile fléchissent. La spéculation boursière s'enfièvre, se nourrissant de capitaux en quête de nouvelles sources de profits. Les 24 et 29 octobre 1929, la bulle éclate. Démarrée aux États-Unis, la crise gagna la planète et la plongea dans une période de marasme prolongé – la « Grande Dépression » – où pendant des années s'enchaînèrent récessions et redressements partiels, sur fond de chômage permanent, de surcapacités généralisées de production dans un marché se réduisant sans cesse.

Sur le terrain monétaire, la crise fit voler le Gold Exchange Standard en éclats, créant toute une série de désordres et de dévaluations qui aggravèrent à leur tour la crise. Dans la compétition internationale, les effets des dévaluations sont nombreux, contradictoires, et se combinent de façon complexe. La dévaluation peut devenir nécessaire si la monnaie d'un pays est attaquée : si sur les marchés financiers, n'ayant plus confiance dans les capacités de ce pays, les capitalistes, banques ou autres fonds, détenteurs de sa monnaie, cherchent à la vendre massivement. Si l'État choisit de soutenir sa monnaie, il doit la racheter en la payant de son stock d'or ou en monnaie forte. Ne pas le faire conduit à la dévaluation ou à la dépréciation. L'un des effets recherchés de la dévaluation est de favoriser les exportations : en baissant la valeur de la monnaie nationale, le prix des marchandises baisse à l'exportation, sur le marché international. Mais symétriquement, le prix

des marchandises importées augmente, ce qui peut poser des difficultés à certains secteurs de l'économie, et plus particulièrement aux couches populaires qui n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail mais qui ne font que consommer des marchandises devenues plus chères. Le risque de spirale inflationniste est alors réel. Et les pays concurrents peuvent répondre en dévaluant à leur tour. Après la crise de 1929, les parités-or étaient devenues un problème pour des économies qui s'effondraient de l'intérieur. Au Royaume-Uni, aux États-Unis, les prix et les salaires baissaient. Les parités-or devenaient un frein dans la compétition internationale. Elles maintenaient des prix à l'exportation élevés quand d'autres pouvaient jouer sur le cours de leur monnaie.

En 1931, le gouvernement britannique décida d'abandonner la convertibilité de la livre en or. Les taux de conversion devinrent flottants et la livre fut dépréciée de 25 %. Les conséquences furent identiques à celles d'une dévaluation : les prix des marchandises importées montèrent, amputant le pouvoir d'achat des consommateurs et des capitalistes dépendant des importations, tandis que les industriels qui exportaient des marchandises devenaient plus compétitifs. En 1933, les États-Unis abandonnèrent à leur tour l'étalon-or. Partout, les taux de change entre monnaies redevenaient flottants, et aggravaient l'état de dépression global et de repli à l'intérieur des frontières nationales. Les échanges internationaux baissèrent dans des proportions impressionnantes (- 25 % en volume, c'est-à-dire en quantités de marchandises, - 60 % si l'on prend en

compte la valeur de ces marchandises, entre 1929 et 1932). Aux États-Unis, le chômage, la baisse des revenus des travailleurs et la chute des prix des marchandises ne trouvant pas preneurs s'alimentaient les uns les autres dans une véritable spirale. En Europe, l'Allemagne paya le prix fort. La crise y fut amplifiée dans les semaines qui suivirent le krach par le rapatriement de ces mêmes capitaux américains qui lui avaient permis d'éviter la banqueroute quelques années plus tôt. Le chômage explosa et quantités de petits-bourgeois furent ruinés. L'industrie allemande devenait surdimensionnée pour ses marchés intérieurs et extérieurs – d'autant plus qu'ils étaient amputés des territoires et des zones d'influence perdus en 1918. Elle ne pouvait rétablir ses profits sans remettre en cause le partage du monde tel qu'il lui avait été imposé. La marche vers la Seconde Guerre mondiale était enclenchée.

Chapitre II

Du capitalisme de laissez-faire à l'intervention des États

C'est dans cette période de l'entre-deux-guerres que l'intervention des États dans l'économie se généralisa dans tous les pays riches. Elle fut essentielle. Elle permit aux investissements de se faire là où la bourgeoisie et le marché étaient défaillants. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle ne se limita pas aux subventions, aux plans, ou même à la prise en charge directe de grands travaux. Dans la mesure où l'économie croissait rapidement, il s'agissait aussi de détourner une partie de la plus-value produite par la classe ouvrière pour généraliser et financer les amortisseurs sociaux qui étaient apparus avant-guerre.

En réalité, ces États tiraient les leçons de la crise de 1929 et des convulsions sociales et révolutionnaires des années 1930. La peur de la révolution à la fin de la guerre – si proche en Italie et en Grèce, mais aussi dans les pays colonisés – tout comme les progrès du camp soviétique à l'est de l'Europe, accélérèrent la manœuvre.

Après-guerre, dans les métropoles des pays riches, les États fixèrent donc un nouveau cadre au développement du capitalisme.

Mais faut-il voir dans cette intervention de l'État la cause profonde qui explique le développement accéléré des Trente Glorieuses ? Tout d'abord, l'intervention de l'État dans l'économie, dans son organisation et ses orientations, si généralisée qu'elle fût après-guerre, n'est pas une exception dans l'histoire du capitalisme. Elle a même accompagné le développement de la bourgeoisie, et cela dès ses origines.

On nomme alors « mercantilisme » une telle politique, un terme étroitement attaché en France aux ministres des rois tels Sully, Richelieu et surtout Colbert. Pour développer la fortune du roi, leur politique, dirigiste et protectionniste, consista à développer les manufactures. Il s'agissait d'importer des matières premières bon marché pour les transformer en produits qui se vendront plus chers à l'exportation. L'accroissement de la richesse produite sur le territoire permettait d'augmenter la fortune du roi. Sous Colbert, cette politique se déploya à grande échelle. Dans le cas du commerce colonial, elle fut soutenue par des investissements dans la construction navale, allant jusqu'à créer des villes de toutes pièces, comme le port-arsenal de Rochefort. Dans un autre domaine, la manufacture des Glaces, à capitaux privés, connue aujourd'hui sous le nom de Saint-Gobain, vit le jour sous Colbert, dotée par l'État de 11 000 livres et pourvue du monopole exclusif de la production des glaces de miroirs. L'entreprise, dont l'actionnariat était issu au 18e siècle de familles de la banque genevoise, de la haute noblesse et de la bourgeoisie d'affaires parisienne,

ne perdit son titre de manufacture royale et son monopole qu'avec la Révolution française.

Si le 19e siècle fut globalement celui du libéralisme économique, l'État n'y fut pas complètement absent, loin de là. À l'époque du triomphe de la « main invisible » du marché, les États sont intervenus de façon très visible pour coloniser la planète et réserver à leur bourgeoisie marchés et matières premières. Sous Napoléon III, la politique de l'État combinait les investissements publics dans les voies de communication, canaux, routes et chemins de fer, le reboisement et la réduction des marais pour permettre l'exploitation des forêts, avec la levée des entraves au commerce, à l'intérieur et à l'extérieur. Libre concurrence sur le marché intérieur, prise en charge par l'État des secteurs non profitables mais nécessaires au commerce, protectionnisme et monopoles contre la concurrence étrangère : tels étaient les grands traits de l'économie jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Les caisses de retraite et de sécurité sociale furent une autre manière pour l'État d'intervenir au profit des capitalistes. Et cela commença dès la fin du 19e siècle.

À cette époque, une partie du patronat français avait déjà mis sur pied des caisses de retraite. Financées par lui, elles bénéficiaient à un nombre infime de travailleurs. Les industriels cherchaient surtout alors à attirer et stabiliser la main-d'œuvre qualifiée qui fuyait dès que possible les bagnes qu'étaient les usines. Mais bien vite, le patronat voulut que l'État se charge de ces caisses, en imposant la population pour financer une retraite aux vieux travailleurs. L'exemple des réformes imposées par le chancelier

allemand Bismarck pouvait lui servir. Comprenant la nécessité de composer avec un mouvement ouvrier révolutionnaire en plein essor, Bismarck avait mis en place, au cours des années 1880, une législation en avance sur celles des autres puissances capitalistes d'Europe. Il fixa le droit à la retraite à 70 ans, le limitant ainsi à peu de vieux travailleurs. Mais Bismarck avait aussi instauré des caisses d'assurance contre la maladie (1883), les accidents du travail (1884), puis contre la vieillesse et l'invalidité (1889), des caisses financées par un système d'assurance obligatoire alimenté par le patronat et les travailleurs. Elles étaient gérées par les syndicats et par les patrons, une manière d'intégrer les représentants des travailleurs au régime politique.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'intervention de l'État dans les affaires des capitalistes s'imposa.

Le marché et la concurrence montrèrent vite leurs insuffisances. À l'automne 1914, quand la guerre s'enlisa, il fallut plus de matériel, plus de canons, d'obus, de nourriture. L'État se mit à organiser la production, en coopération avec le Comité des forges, avec les industriels, les Renault, Wendel, Schneider, qui s'assurèrent de grands profits. Renault fit décoller son entreprise grâce à la guerre, quintuplant son capital entre 1913 et 1918, grâce à son rôle dans la production d'armement. Citroën bâtit son empire en fournissant des obus. Et ce ne sont pas les seuls, loin de là. Cette première expérience d'économie « mixte », associant intervention de l'État, organisation du marché et profits capitalistes, ne survécut pas à la guerre. Mais elle était la démonstration qu'à l'époque moderne, elle était possible.

Après la crise de 1929, économistes et hommes politiques furent de plus en plus nombreux à défendre l'intervention de l'État dans l'économie capitaliste. Chômage de masse, montée du nazisme et menaces révolutionnaires, la faillite de l'économie de marché était manifeste et il fallait sauver le capitalisme.

En France, en Belgique, le « planisme » fut donc à la mode. Il avançait l'idée que, sans sortir du capitalisme, l'État pouvait corriger les « effets pervers » et la « myopie » du marché, en jouant sur certains leviers, comme le crédit, la nationalisation de certains secteurs, la limitation du temps de travail. Les réformistes qui portaient ces idées arrivèrent au pouvoir en 1936 en France. Ils firent la démonstration qu'elles ne pouvaient pas corriger grand-chose.

Le gouvernement du socialiste Léon Blum, après avoir sauvé la France capitaliste d'une crise politique et sociale grosse d'une révolution, en surmontant, avec la collaboration du PCF, la grève générale et l'occupation des usines, décida effectivement de quelques nationalisations : celle des chemins de fer, et celles d'une dizaine d'entreprises travaillant pour la défense. Ainsi Potez et Bloch, le futur Dassault, expropriés, reçurent des indemnités importantes en espèces. Cette expropriation, eux-mêmes l'avaient défendue auprès de leurs actionnaires. Ils furent nommés, par le même Front populaire, administrateurs-délégués à la tête de leurs anciennes entreprises devenues sociétés d'État. Comme le déclara Blum plus tard, les sociétés alors nationalisées étaient « *dans une situation financière misérable : ou bien elles étaient à la veille de la liquidation, ou bien elles*

étaient à la merci des banques qui leur faisaient des avances de crédit. » Quant aux concessions sociales faites en 1936 devant la montée ouvrière, la plupart avait disparu en 1938.

En Allemagne, la politique du régime nazi fut une autre manière pour l'État d'intervenir dans une économie terrassée par la crise. La montée au pouvoir du parti national-socialiste fut soutenue par la grande industrie et par les banques. Ce soutien s'explique d'une part par la nécessité de mettre au pas les travailleurs sans que la crise ne se transforme en révolution sociale et, d'autre part, par l'incapacité des capitalistes, malgré leur puissance financière, à remettre en marche l'appareil économique. Pour cela, l'action massive de l'État était indispensable, et le programme national-socialiste prévoyait précisément une telle action dans le respect de la propriété privée des *konzerns*, ces trusts allemands géants, et des banques. L'État permit aux *konzerns* de concentrer plus encore la production. Grâce aux privatisations des secteurs sous le contrôle étatique et grâce à l'expropriation de dizaines de milliers de petits entrepreneurs, des trusts comme Siemens ou IG Farben étendirent leur domaine. L'État intervint également pour aider les *konzerns* à se spécialiser afin d'augmenter leur efficacité. Mais le problème essentiel de la remise en marche de la machine économique allemande était de trouver de nouveaux débouchés. Il n'était pas question d'augmenter les salaires. La première mesure prise fut celle, classique, des travaux publics (autoroutes, ponts, canaux, chemins de fer), dépassés très rapidement par les commandes d'armement et par les investissements rendus nécessaires par la

politique d'autarcie, l'État allemand préparant l'économie à fonctionner dès 1936 sans le marché mondial. Alors que le régime nazi enfermait des dizaines de milliers d'opposants politiques, alors qu'il allait conduire à la mort des millions de Juifs, de Tziganes, de communistes, de socialistes... il imposa tout du long à des millions de travailleurs un régime de travail forcé avec des salaires amputés.

Aux États-Unis, l'État fut également appelé au secours d'une économie capitaliste en pleine déroute. Après avoir sauvé les banques en garantissant le dépôt des petits épargnants, le gouvernement Roosevelt décida à partir de 1933 d'un ensemble de mesures connues sous le nom de New Deal. L'un de ses volets, le Nira, le *National industrial recovery act*, véritable plan de relance industriel, avait pour objectif de stopper la chute des prix et des salaires. Pour relever les prix, il s'agissait de mettre en place, dans chaque secteur, des ententes entre entreprises sur les quantités produites. Cela fixait indirectement les prix de production. C'est cette cartellisation, décidée en collaboration avec le grand patronat, dont une partie participa à la rédaction du texte de loi fixant le cadre du Nira, qui valut à Roosevelt une réputation – exagérée – d'étatiste.

Dans l'agriculture, les mesures qui visaient à limiter la production eurent des conséquences catastrophiques pour les petits producteurs dont les revenus furent directement amputés.

Les seules mesures qui soulagèrent un peu le sort de millions d'affamés et de chômeurs furent la création de la Sécurité sociale, couvrant les retraites, le chômage et

les personnes handicapées, mais pas la maladie, ainsi que les programmes massifs d'assistance publique et les chantiers d'État qui, au plus fort de leur activité, employaient 4 millions de personnes, rétribuées avec des salaires inférieurs au minimum vital pour ne pas concurrencer les employeurs privés.

Ces mesures furent pour la plupart financées par des taxes sur la consommation et sur les salaires. Les impôts des plus hautes tranches augmentèrent mais de façon symbolique. Quand en 1935 le taux sur la tranche la plus élevée fut porté de 63 % à 79 % pour des revenus supérieurs à 5 millions de dollars, un seul contribuable fut touché, Rockefeller. Au travers de l'assistance publique, le budget public servit à maintenir une certaine consommation et à acheter la paix sociale. Alors que le pays était parcouru par une vague de grèves comme jamais il n'en avait vu, les mesures prises par l'administration Roosevelt sauvèrent la classe dominante et son système.

Ainsi, de la Première Guerre mondiale à la Seconde, le rôle de l'État s'imposa dans l'économie. Il s'agissait essentiellement d'agir là où la classe dominante, dominée par ses intérêts à court terme et par la concurrence entre ses membres, était paralysée, défaillante. Dans les pays riches, l'État, dégagé de ces contraintes, pouvait, sous l'influence ou avec l'accord des capitalistes les plus puissants, imposer des mesures d'ensemble, entraver la concurrence, fixer des planchers aux salaires, distribuer des allocations pour soutenir la consommation, éviter la famine et prévenir des révoltes... Cette intervention, aux États-Unis, en Allemagne,

évita que le système capitaliste ne s'effondre complètement. Aidé du nazisme en Allemagne, de la collaboration des centrales syndicales aux États-Unis, des courants réformistes et staliniens en France ou en Espagne, elle lui évita aussi la révolution sociale. Mais cette intervention ne sortit pas l'économie capitaliste du marasme. Il fallut pour cela une guerre mondiale.

Chapitre III

Le libéralisme défait par Keynes et par... le capitalisme lui-même

L'intervention des États n'allait pas de soi dans les années 1930. Ce sont les effets dévastateurs de la crise sur les plans économique, social et politique qui poussèrent les gouvernements à abandonner le traditionnel « laissez-faire » cher aux capitalistes. On a vu que cette politique n'a pas été imposée aux capitalistes, elle s'est même souvent faite en étroite collaboration avec au moins une partie d'entre eux. Mais que ce soit aux États-Unis, en Allemagne ou en France, l'État endossa à cette époque un nouveau rôle : secourir la classe dominante, l'aider à continuer à prospérer malgré la faillite de son système, en organisant l'économie à sa place, en lui fournissant des marchés et en la protégeant de la colère populaire. Ce revirement des plus pragmatiques dans la politique et dans le rôle des États se fit sur toute une période, suffisamment longue pour qu'il finisse par trouver son expression théorique, essentiellement au travers des écrits de J. M. Keynes, rompant avec le libéralisme en vogue jusque-là.

Avant cette rupture survenue dans les années 1930, les théories économiques qui inspiraient les milieux

dirigeants descendaient des courants libéraux qui, à la fin du 18e siècle, avaient remis en cause la politique mercantiliste des États-nations naissants. Adam Smith, l'initiateur de ce courant libéral, comme David Ricardo, qui exprima plus précisément les positions de ce courant, étaient des théoriciens de leur temps, celui de la montée en puissance de la bourgeoisie.

Dans *La Richesse des nations*, publié en 1776, Adam Smith énonce la métaphore de la « *main invisible* », qui amène chaque individu à « *remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions... Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler* ». Il faut donc laisser faire, l'État devant restreindre son intervention aux domaines où les capitalistes ne peuvent pas faire de profits.

Quelques décennies plus tard, au temps de Ricardo, les grandes fortunes bâties sur le commerce et le pillage des colonies ont procuré les fonds qui ont permis d'équiper l'industrie naissante. Les innovations techniques se succédaient à un rythme intense, la division du travail appuyée sur la machine à vapeur permettait de démultiplier la production tout en réduisant ses prix unitaires. Ricardo distinguait trois classes en opposition : les propriétaires terriens, les capitalistes et les travailleurs. Alors que de nombreux économistes, comme l'industriel et journaliste Jean-Baptiste Say en France, affirment que le prix des marchandises est fonction de leur utilité, David Ricardo présente dans son œuvre principale, *Des principes de l'économie politique*

et de l'impôt, publié la première fois en 1817, la valeur des marchandises comme une fonction de la quantité de travail qu'elles contiennent, une théorie que Marx développera pour mettre en évidence l'exploitation des travailleurs.

À la même époque, Say énonça l'idée que l'offre crée sa propre demande, excluant toute crise générale de surproduction, la surproduction ne pouvant être que temporaire, le temps que la demande se reporte d'un bien sur un autre. Pour lui, l'ajustement entre l'offre et la demande des différentes productions se fait par l'intermédiaire du marché, qui doit être des plus libres. Ainsi les prix doivent-ils baisser jusqu'à ce que les marchandises trouvent preneurs.

Bien sûr, la réalité contredisait ces théoriciens du « laissez-faire » : les crises de surproduction se succédant tous les dix ans au 19e siècle entraînaient chômage et révoltes ouvrières. Mais pour les libéraux, qui justifiaient l'enrichissement de la bourgeoisie, les crises et le chômage étaient le résultat d'entraves trop nombreuses aux échanges, d'un « laissez-faire » imparfait.

Dans les années 1920, ces idées, à quelques nuances près, dominaient toujours chez les économistes au service des gouvernements. Pour eux, l'économie débarrassée de toute contrainte devait toujours tendre vers l'équilibre. Le chômage est ainsi théoriquement impossible : les salaires doivent s'ajuster de la même façon que les prix, ils doivent pouvoir baisser jusqu'à ce que les travailleurs trouvent de l'embauche. Ainsi, le million de chômeurs permanent en Angleterre tout au long des années 1920 fut-il interprété par certains comme la conséquence des allocations

chômage, qui retiendraient les chômeurs d'accepter des salaires plus bas...

Mais la crise des années 1930 et la politique très pragmatique de la grande bourgeoisie au travers de l'intervention de ses États bousculèrent ces certitudes. Bien avant la publication, en 1936, du livre de Keynes, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, de nombreuses critiques remettaient en cause le libéralisme. L'apport de Keynes – et c'est ce qui fit son succès auprès des gouvernements pendant et après la guerre – fut celui d'une théorie globale permettant de justifier, au nom de la science économique, les politiques étatiques qui furent d'abord développées sous la contrainte des événements.

Keynes n'était pas un inconnu. Grand boursicoteur à ses heures, conseiller des ministres d'Angleterre dès la Première Guerre mondiale, du parti libéral comme du parti travailliste, à la tête d'un journal influent dans les milieux dirigeants, son avis comptait. Sa notoriété remontait à l'ouvrage qu'il avait consacré en 1920 aux *Conséquences économiques de la paix*. Il s'y élevait contre le traité de Versailles au nom du fait que l'économie européenne dépendait dans une grande mesure de la prospérité allemande. À ses yeux, à cette époque, la guerre n'était qu'un intermède malheureux au sein de l'économie libérale et il fallait revenir aux conditions qui avaient permis le développement de la fin du 19e siècle, c'est-à-dire traiter avec l'Allemagne comme si la guerre de 1914 n'avait pas eu lieu. Chacun des livres qu'il publia ensuite était considéré dans les sphères du pouvoir en Angleterre comme un événement. Au cours des

années 1920 et 1930, tout en restant hostile au marxisme, il évolua progressivement du libéralisme à l'interventionnisme. Au début des années 1930, le diagnostic de Keynes était clair : il pensait que les deux défauts majeurs du capitalisme, le chômage de masse et la répartition trop inégale des revenus, étaient la conséquence du capitalisme de laissez-faire et risquaient de conduire la société ou au nazisme ou au bolchevisme. Comme beaucoup, il avait pu observer le « socialisme de guerre » en Angleterre et en France. Cela développa chez lui la conviction qu'il fallait sauver le capitalisme de ses propres maux et qu'il existait une voie permettant de rompre avec le libéralisme sans en finir avec le capitalisme et la propriété privée. Il croyait possible d'orienter les économies nationales dans un sens déterminé et de les coordonner à l'échelle du globe, à condition que des hommes dévoués et compétents, comme lui, prennent les rênes.

À la différence des classiques, pour qui les hommes se comportent sur le marché de façon rationnelle au mieux de leurs intérêts personnels, Keynes affirmait que les hommes savent rarement quels sont leurs intérêts réels. Et qu'il faut donc adopter un point de vue social. Il était convaincu que le monde capitaliste peut se plier à une rationalité, à une politique correspondant à l'intérêt général. Priorité devait être donnée aux interventions de l'État, « *seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles* », et « *condition nécessaire d'un fructueux exercice de l'initiative individuelle* ». La crise des années 1930, la

victoire du nazisme et la menace de la révolution l'amenèrent à formuler les idées qu'on trouve dans la *Théorie générale*.

Concrètement, pour Keynes, l'État doit compenser les insuffisances du marché et des décisions des capitalistes avec un objectif, celui du plein emploi. Il affirma que l'emploi est déterminé par la « *demande effective* », les besoins en travail, cette demande étant elle-même le produit de la « *propension* » à consommer et du taux d'investissement. La « *propension* » à consommer – la demande en biens de consommation – et le taux d'investissement déterminent à eux deux la quantité de travail nécessaire pour produire les marchandises demandées par le marché, entreprises et particuliers, et donc le taux d'emploi. Si la « *demande effective* » est insuffisante, l'économie peut très bien atteindre un équilibre tout en souffrant d'un chômage de masse. Ainsi Keynes démontre-t-il que la loi de Say – l'offre crée sa propre demande – est tout simplement fausse, le capitalisme n'étant pas capable de s'adapter à n'importe quelle situation. Aussi revient-il selon lui à l'État de favoriser la « *demande effective* », en maintenant un minimum de revenus des couches populaires, en empêchant les salaires de trop baisser, ou en soutenant la consommation avec des allocations. Surtout, il fallait favoriser les investissements des entreprises, si ce n'est investir à leur place.

Avant Keynes, et pendant tout le 19e siècle, la stabilité monétaire apportée par l'étalon-or permettait aux économistes de considérer la monnaie comme un voile, qui ne jouait pas de rôle en soi dans l'économie capitaliste.

La période de l'entre-deux-guerres – marquée par de violentes convulsions monétaires, des poussées d'inflation comme dans l'Allemagne des années 1920, quand il fallait des brouettes remplies de papier-monnaie pour payer son pain, ou des spirales déflationnistes, par la chute des prix des marchandises invendues entraînant faillites et chômage, comme dans les années 1930 aux États-Unis – remit en cause cette conception. Face à ces problèmes, Keynes et ses successeurs formulèrent de nouvelles théories monétaires et obtinrent des gouvernements et des banques centrales qu'ils abandonnent le traditionnel laissez-faire. C'est cette nouvelle politique économique que l'on voit toujours à l'œuvre.

Ainsi, en période de crise, les keynésiens préconisent-ils que la banque centrale baisse le taux d'intérêt auquel elle prête. Il s'agit en réalité d'aider les entreprises en facilitant leurs investissements, espérant ainsi qu'elles-mêmes consomment, que la demande se maintienne et que les prix ne s'effondrent pas, voire progressent. Ainsi Keynes théorisait que le bon fonctionnement de l'économie a pour préalable un taux d'intérêt permettant de satisfaire la stabilité des prix.

Quant aux salaires, Keynes ne niait pas la nécessité pour les capitalistes de les faire baisser dans certaines circonstances. Mais, disait-il, les salaires fluctuent moins facilement qu'on ne l'imagine. Les travailleurs ont appris à refuser les réductions de leurs salaires nominaux, exprimés en livres, francs ou dollars. Par contre, ils résistent plus difficilement à la hausse des prix, qui est une autre manière de

diminuer les salaires réels. Une inflation maîtrisée permet ainsi d'augmenter la rentabilité des entreprises et de favoriser les investissements.

Keynes envisageait un capitalisme exempt d'alternances de périodes de basses et de hautes conjonctures, un capitalisme dont la production serait en progression constante, entretenue par l'État. Ses disciples, devant la persistance des cycles même pendant les Trente Glorieuses, étaient d'un avis plus modéré sur cette question. L'évolution économique doit être optimisée, disaient-ils, par l'intervention de l'État à bon escient selon la phase, de dépression ou d'expansion. L'État ne pouvant financer ses interventions que de deux façons, par la dette ou par l'impôt, le recours à l'une ou à l'autre doit être modulé au plus juste selon les intérêts des entreprises, sans nuire à leurs profits mais en les favorisant.

L'État se substitue ainsi aux capitalistes, mobilisant les capitaux qu'ils laissent en friche parce qu'ils estiment le marché insuffisamment profitable pour justifier des investissements. Bien souvent, l'État investira à la place des capitalistes. Bien souvent aussi, il leur offrira plus simplement des marchés fort profitables. Les dépenses militaires s'envoleront dans les années 1950 et 1960, comme les dépenses en infrastructures, routes et ponts, en écoles et universités. Pour l'État et pour la société, ces dépenses ne sont pas, au sens capitaliste du terme, des investissements, qui rapportent des profits, mais des dépenses, certes nécessaires au fonctionnement du capitalisme mais que les capitalistes n'assument pas sans commandes d'État et que

seuls les États sont en mesure de commander. Ces dépenses étatiques, dont la part grandit sans cesse depuis la Seconde Guerre mondiale, ne font en réalité que souligner le caractère de plus en plus parasitaire de la classe capitaliste, la classe censée investir et prendre les risques justifiant ses profits.

Les idées de Keynes, publiées en 1936, ne furent revendiquées par les gouvernements que pendant la guerre ou après celle-ci. Selon une anecdote, à l'issue d'une entrevue entre Roosevelt et Keynes en mai 1934, le président américain confia n'avoir rien compris. Toutefois, le second New Deal aurait été fortement influencé par les travaux de Keynes. Mais aux États-Unis, le marasme ne prit pas fin avant 1941 : ce fut l'économie de guerre qui mit fin au chômage.

Dans les années 1950 et 1960, le keynésianisme devint l'alpha et l'oméga de tous les économistes et de tous les gouvernements. L'intervention de l'État guidée par la science économique keynésienne était censée expliquer l'expansion des Trente Glorieuses. Les économistes promettaient ainsi que le temps des crises et des guerres dont l'humanité avait tant souffert était révolu. La durée de la phase d'expansion, au moins quinze ans, de 1950 à 1965, semblait leur donner raison. À la fin du 19e siècle, la longue période d'expansion du capitalisme généra la même illusion que le capitalisme pouvait se soumettre à une certaine rationalité.

La crise des années 1970 et 1980, l'impuissance des États à faire repartir alors l'économie firent tomber de haut les économistes. En réalité, les mesures que préconisait

Keynes étaient, d'un point de vue politique et d'un point de vue économique, adaptées à la période d'après-guerre, une période où les capacités de production étaient bien en-deçà de la demande et où la domination sans partage des États-Unis permettait la mise en œuvre de telles politiques.

Ce sont ces conditions, et les causes qui les engendrèrent, qu'il faut prendre en compte pour comprendre la durée et la vigueur de la période d'expansion des Trente Glorieuses mais aussi ses limites.

Deuxième partie

Les Trente Glorieuses, filles de la guerre

Chapitre Ier

L'hégémonie des États-Unis

La relance de l'économie par la guerre

La dynamique du développement capitaliste après-guerre est donc à chercher dans les conditions qui lui firent prendre corps. La Seconde Guerre mondiale fut en ce sens un « *événement d'ordre "super structurel" d'importance essentielle* » aux conséquences multiples, reconfigurant l'ensemble de la société capitaliste. Par son caractère mondial touchant tous les pays industrialisés sur une même période, et avec ses 80 à 100 millions de morts et ses destructions sans fin, la guerre fut l'impulsion nécessaire au capitalisme pour sortir du marasme généralisé d'avant-guerre et pour redémarrer sur des bases complètement renouvelées, avec un appareil de production profondément modifié.

Cela commença aux États-Unis. Parce qu'elle n'était pas en première ligne et parce qu'elle fut massivement soutenue et réorganisée par son État, l'économie des États-Unis se remit en selle pendant la guerre, en convertissant son industrie en industrie de guerre.

En 1940, l'économie des États-Unis n'était pas sortie de la crise démarrée en 1929. Jusque-là, la production

américaine était essentiellement tournée vers le marché intérieur. La valeur des biens exportés ne se montait qu'au dixième de la valeur de la production nationale. Mais justement, depuis 1929, le marché intérieur était empêtré dans une dépression devenue permanente. La quantité de biens produits restait dans la plupart des secteurs bien en dessous de ce qu'elle était dans les années 1920 et les capacités de production étaient largement sous-utilisées. En 1939, les scieries ne tournaient qu'à 30 % ou 40 % de leur capacité, la sidérurgie à 60 %, l'automobile à 65 %, le textile à 80 %. Le chômage fluctua entre 1933 et 1940 entre 15 % et 22 % de la population active civile. À la veille de la guerre, il y avait encore aux États-Unis 9,5 millions de chômeurs pour une population active civile de 55 millions de personnes.

La guerre mit fin à ce marasme. Les dépenses militaires qui, avant-guerre, représentaient entre 1 % et 2 % du produit national brut passèrent à 11 % en 1941, 31 % en 1942 et 1943, 35 % en 1945. En quelques mois, l'industrie se réorienta pour satisfaire la demande en avions, bateaux, armes de toutes sortes. L'industrie dut mettre en œuvre tout l'équipement jusque-là excédentaire. Mais les capacités de production existantes ne suffirent pas pour répondre à la demande. Elles furent considérablement développées. Le rôle de l'État fut alors essentiel. L'investissement privé chuta entre 1939 et 1944 pour atteindre en 1944 un de ses minima historiques. Mais l'investissement public battit tous les records et dans nombre de domaines. Le gouvernement construisit lui-même un grand nombre des usines nécessaires à l'effort militaire et à la production des

machines nécessaires à ces usines. Il revendit nombre de ces usines après la guerre à bon compte aux capitalistes, gavés par ailleurs de privilèges fiscaux. Le potentiel industriel dans la sidérurgie s'accrut de 25 % entre 1939 et 1945, 150 % pour les industries mécaniques, 280 % pour tout ce qui concerne les transports, 160 % pour la chimie, 130 % pour le pétrole...

Une telle remise en ordre de l'industrie capitaliste n'eût pas été possible sans la collaboration active des organisations du mouvement ouvrier. La bourgeoisie américaine bénéficia du soutien des dirigeants des syndicats, AFL, CIO ainsi que de celui du Parti communiste, devenu patriote après 1941. C'était l'union sacrée. Les grèves furent d'abord mises hors la loi, non sur un ordre d'en haut comme en Allemagne sous Hitler ou en Italie sous Mussolini, mais par une renonciation volontaire des dirigeants syndicaux. Ce fut le *no strike pledge*, l'engagement à ne pas faire grève. Et quand il y en eut malgré tout, comme ce fut le cas en juin 1941 à l'usine d'aviation North American, Roosevelt envoya l'armée et l'administration menaça les grévistes de conscription.

Au résultat, avec la complicité des dirigeants syndicaux, le gouvernement américain put mettre en place toute une législation anti-ouvrière permettant au patronat d'aggraver l'exploitation. Si, du fait du développement de la production tournée vers la guerre et de l'enrôlement dans l'armée, le chômage disparut, le temps de travail hebdomadaire moyen augmenta considérablement, de 37,7 heures en 1939

à plus de 45 heures en 1944. Ce fut la classe ouvrière qui supporta ainsi l'essentiel de l'effort de guerre.

Alors que la disparition du chômage poussait les salaires à la hausse, le gouvernement chercha à imposer leur gel, ne concédant des augmentations que bien après que les prix eurent augmenté. Les civils subirent le rationnement de nombre de biens, tant la production était destinée aux besoins de l'armée. Dans certains secteurs, en particulier dans l'industrie, les salaires finirent par réellement augmenter. En étaient exclus des millions de Noirs surexploités et des millions de ruraux isolés. Et pour bon nombre, leur revenu était plus élevé uniquement parce que leur temps de travail était supérieur. Quoi qu'il en soit, les dépenses de consommation augmentèrent moins vite que les salaires, le gouvernement se chargeant de prélever sur les revenus des travailleurs de quoi financer ses dépenses. L'effort de guerre de la classe ouvrière fut aussi financier, par le biais des emprunts au nom de la défense nationale et des impôts, dont les taux triplèrent. Et si certains purent se constituer une épargne, celle-ci s'évapora en partie au sortir de la guerre avec l'inflation de la période de reconversion des années 1946 et 1947.

Une domination sans partage

Si l'on compare la Seconde Guerre mondiale à la Première, les pertes humaines et les dommages matériels subis par les États européens furent extrêmement élevés, en proportion directe avec les moyens de destruction utilisés. La population civile fut éprouvée par l'intensité des attaques

aériennes et par les ravages dans les territoires où les combats sont passés. Le nombre de morts en Europe est évalué à 30 millions, dont deux tiers de civils, et plus de la moitié en URSS. La barbarie se poursuivit après-guerre. Ainsi, en 1945, le taux de mortalité infantile battit tous les records. En Europe, c'est la partie orientale et centrale qui fut le plus touchée, les pays où la politique de la terre brûlée accompagna la retraite des troupes allemandes. Sur la fin de la guerre et dans les mois qui ont suivi, l'état sanitaire des populations, marqué par la sous-alimentation et les épidémies, était catastrophique. La tuberculose, le typhus, la diphtérie, la fièvre typhoïde ravageaient les organismes affaiblis. La mortalité infantile progressa fortement partout, et en Hollande, où sévissait la famine en 1944, elle doubla en 1945. Cent millions d'Européens disposaient alors de moins de 1 500 calories par jour, alors qu'une alimentation normale en requiert 2 500.

Les survivants durent subir les conséquences d'économies en bonne partie détruites et paralysées. Estimées à la fin de la guerre par les services statistiques de l'État français, les destructions représentaient en valeur une année trois quarts de travail de l'ensemble des travailleurs en France, deux années en Allemagne, cinq en URSS, cinq et demi en Yougoslavie, six en Pologne, consistant en destructions d'immeubles de tous types, industriels, agricoles, d'habitation, en installations portuaires et ferroviaires, en usines et outillages. Il faudra plusieurs années, jusqu'en 1948 ou 1949, pour remettre en route l'économie capitaliste, pour le compte des capitalistes, mais grâce aux efforts

de millions de travailleurs mal nourris, affamés dans certains pays, encadrés par les États et par les partis ouvriers.

Les États-Unis furent le seul pays impérialiste dont le sol et les populations ne furent pas directement ravagés par la guerre. L'issue victorieuse leur permit de liquider la concurrence des impérialismes défaits, l'Allemagne et le Japon, et de prendre définitivement l'ascendant sur les autres, en particulier l'Angleterre et la France. Puissance montante depuis la Première Guerre, elle devint avec la Seconde la puissance dominant sans partage toutes les autres.

Cette prépondérance des États-Unis est d'ailleurs le principal résultat économique de la Seconde Guerre mondiale. À son issue, les États-Unis produisaient la moitié des marchandises de toute la planète. Ils possédaient les deux tiers de la flotte mondiale et assuraient 25 % de tous les échanges, contre 11 % en 1938.

La bourgeoisie américaine s'enrichissait à une vitesse accélérée. Alors que le produit intérieur brut avait doublé, la part des bénéfices des sociétés dans ce revenu national avait elle aussi doublé. Alors qu'en 1950, cinq ans après la fin de la guerre, la productivité en France et en Allemagne était au même niveau qu'en 1938, elle avait augmenté de 50 % aux États-Unis. Les capitalistes américains avaient remplacé leur vieux capital par un capital jeune, plus productif. Les entreprises américaines possédaient en 1946, par habitant, plus du double de puissance mécanique dans leur outillage que les entreprises britanniques et dix fois plus que les françaises. Enfin, le marché intérieur s'était

considérablement élargi, le chômage restant à un niveau quatre fois plus bas qu'avant la guerre.

On peut donc affirmer que les États-Unis sont sortis de la crise des années 1930 en reconvertissant l'appareil de production industrielle en production de biens de destruction de masse, portant le gaspillage financier, technique, humain à un degré inégalé jusque-là dans l'histoire de l'humanité.

À la fin de la guerre, les rapports de forces entre les puissances impérialistes étaient bouleversés. Les États-Unis relayaient définitivement la Grande-Bretagne dans son rôle de gendarme et de puissance tutélaire au Moyen-Orient et en Inde, bousculaient la France dans ses prés carrés en Afrique et en Asie. Économiquement, les pays impérialistes d'Europe, Royaume-Uni, France, Allemagne s'étaient affaiblis les uns les autres. Les ravages de la guerre les rejetaient tous des années en arrière, laissant les États-Unis prendre une avance qu'ils conservent au moins en partie aujourd'hui.

Avant la guerre, leur principal concurrent en production de machines-outils était l'Allemagne, mais le Royaume-Uni, la France, le Japon possédaient aussi, dans une moindre mesure, une telle capacité de production. Au lendemain de la guerre, la concurrence était écrasée, les États-Unis étaient les seuls capables de fournir en masse le monde en biens manufacturés, en machines-outils et en usines des plus modernes. Leur puissance économique combinée à leur puissance militaire leur ouvrait tous les marchés.

Pour la première fois de leur histoire, les dirigeants américains devinrent les partisans les plus obstinés du libre-échange. Ils poussèrent dans le sens de la fin du système colonial qui permettait à la France et au Royaume-Uni de se réserver malgré tout quelques marchés. Leurs marchandises, produites dans des usines plus modernes et plus efficaces que toutes les autres, et en conséquence les moins chères, et s'appuyant sur un dollar reconnu à l'égal de l'or, produit, prêté et même donné en masse, pouvaient pénétrer partout.

Mais une domination sous dépendance du marché mondial

Dans l'immédiat après-guerre, se posa la question du devenir d'une industrie tournée vers la guerre. La position dominante des États-Unis leur ouvrait un vaste champ de manœuvres financières en Europe et au Japon. Le marché intérieur américain, qui avait été placé pendant trois ans sous le signe de la pénurie, fournit néanmoins aux industriels une bonne partie des débouchés, leur permettant d'assurer leur reconversion. Le marché extérieur, par le simple fait de fournir les pays ravagés par la guerre, en Europe ou au Japon, en machines-outils, en biens dont les États-Unis avaient de fait le monopole, fournit une autre partie des débouchés nécessaires.

Mais tout cela ne suffit pas pour empêcher un début de récession quand les commandes militaires furent brusquement réduites en 1946 et 1947. La production industrielle chuta au niveau d'avant 1942. L'inflation s'envola.

Le chômage crût, passant de 700 000 chômeurs en 1944 à 2,3 millions en 1947. Les salaires baissèrent. L'intervention de l'État fut là encore décisive. Il fallut toutes les aides américaines aux pays ravagés pour assurer le développement du commerce extérieur et éviter la catastrophe économique et le retour au marasme d'avant-guerre.

Cette politique se traduisit d'abord par les prêts et par les dons accordés par le gouvernement américain, qui permirent la transfusion en masse de dollars dans les veines monétaires d'une économie européenne qui en avait grand besoin. Pendant la guerre, la loi américaine du « prêt-bail » avait déjà financé les achats militaires du Royaume-Uni. Les prêts continuèrent après-guerre à destination de l'Europe et du Japon et à hauteur de 14 milliards de dollars entre 1945 et 1947.

Ce n'étaient pas des actes de pure générosité. Outre le désir politique d'éviter que l'Europe appauvrie ne soit submergée par une vague de mécontentement révolutionnaire, les dollars ainsi prêtés devaient de toute façon revenir sur le marché américain sous forme de commandes. De surcroît, les États-Unis posaient en général comme condition des prêts – ainsi qu'ils l'ont fait lors du prêt-bail accordé à la Grande-Bretagne – que le gouvernement bénéficiaire s'engage à supprimer toute pratique discriminatoire dans son commerce extérieur. Le plan Marshall poursuivit la politique des prêts-bails. L'une des conditions explicites des aides du plan Marshall était que tout dollar donné ou prêté à un État européen donne lieu de sa part à un crédit aux entreprises ou à l'administration d'un montant double,

un effort d'investissement dont les entreprises américaines furent les principales bénéficiaires.

Entre 1948 et 1952, 16,5 milliards de dollars de crédit, dont 90 % sous forme de dons, furent distribués au travers du plan Marshall. À titre de comparaison, les dépenses fédérales aux États-Unis étaient alors d'environ 45 milliards par an. Les sommes investies dans le plan Marshall étaient donc conséquentes. Elles permirent aux exportations américaines de fortement progresser, atteignant leur sommet sur cette période en 1947, à près de 20 milliards de dollars, plus de quatre fois plus qu'en 1939. Parmi ces exportations, la valeur des machines industrielles doubla.

Ainsi, dans le pays se prétendant le champion de la libre entreprise et de la non-intervention de l'État, le renouvellement en profondeur de l'appareil de production, conséquence de la guerre et réalisé grâce à l'intervention de l'État, permit à l'économie des États-Unis de retrouver les rails de l'expansion. Le développement du commerce extérieur à la fin de la guerre fut un relais important de cette expansion.

La croissance démographique – 28 millions d'habitants en plus entre 1946 et 1956 –, en élargissant le marché intérieur, eut le même effet. L'économie capitaliste était tirée en avant par la production de biens d'équipement et de biens de consommation.

Cette phase d'expansion, qui dura jusqu'aux années 1960, connut en réalité des récessions, mais elles furent de courte durée et de faible ampleur, l'orientation générale étant au développement.

Les béquilles étatiques jouèrent à plein leur rôle. Ainsi l'année 1949 fut-elle celle d'une courte récession, dont l'une des conséquences fut la hausse du nombre de travailleurs au chômage à 4 millions, sur 60 millions d'actifs. Mais la guerre de Corée et la politique de l'État fournirent aux industries de nouveaux débouchés. Tandis que les investissements privés stagnaient entre 1950 et 1951, les dépenses du gouvernement augmentèrent de plus d'un tiers, au travers de la hausse des dépenses d'armement, qui doublèrent en 1951 et montèrent encore par la suite.

Ainsi irriguée dans un contexte général d'expansion, l'économie capitaliste américaine surmonta ces petites récessions. Les investissements reprirent, le chômage décrut, les salaires s'élevèrent, les profits, dopés par une productivité toujours plus grande, encore plus. Globalement, les forces productives se développaient à nouveau.

Des institutions internationales fabriquées sur mesure

La domination américaine sur l'économie mondiale fut consacrée par la mise en place du système dit « de Bretton-Woods », du nom de la ville américaine où furent signés ces accords le 1er juillet 1944. Ces accords entendaient fixer les nouvelles règles du système monétaire international.

Après-guerre, il n'était pas question pour les puissances victorieuses de revenir aux taux de change flottants d'avant-guerre, mais il n'était pas question non plus de revenir à la parité-or. À la différence des années 1930, une nation et une seule dominait désormais. Elle disposait à elle seule

des trois quarts du stock d'or mondial. Les institutions internationales qui émergèrent pour réguler les fluctuations des monnaies furent taillées à sa mesure.

Deux visions s'affrontèrent néanmoins. Celle défendue par Keynes, mandaté par le gouvernement britannique, imaginant une sorte de banque centrale mondiale régulant les échanges entre toutes les monnaies au travers d'une monnaie internationale, le *bancor*. Cette manière de voir les choses avait l'avantage de mettre la livre anglaise à égalité avec le dollar américain, en évacuant l'or du système monétaire international, or qui faisait gravement défaut au Royaume-Uni.

La vision des dirigeants américains était tout autre. Il fallait selon eux tirer parti de la prépondérance du dollar pour stabiliser le système monétaire international, en rétablissant la convertibilité des monnaies par l'instauration de taux de change certes fixes mais ajustables après concertation collective, cela afin d'éviter les dévaluations compétitives. Le nouvel ordre économique reposait sur trois règles. Le dollar seul était convertible en or et chaque État devait définir sa monnaie par rapport à l'or ou au dollar. Un tel système ressemblait au Gold Exchange Standard, mais s'y ajouta la règle selon laquelle la valeur des monnaies sur le marché des changes ne devait fluctuer que dans une marge de 1 % par rapport à leur parité officielle, chaque État se chargeant, en puisant dans ses ressources, de maintenir cette parité.

Un organisme, le Fonds monétaire international (FMI), créé à cette occasion, pouvait aider les États incapables de

défendre leur monnaie en leur octroyant des prêts sous condition de réformes économiques. Il va de soi que ces réformes ne pouvaient qu'être favorables aux grandes puissances qui alimentaient le FMI. Si des États voulaient dévaluer malgré tout leur monnaie, ils devaient obtenir l'accord du FMI.

Le FMI, et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Bird, ancêtre de l'actuelle Banque mondiale), étaient financés par les différents États en proportion de leurs économies. Les États-Unis y avaient droit de veto. Leur domination était totale. Le système ainsi créé faisait du dollar une monnaie universelle à l'égal de l'or, permettant sa diffusion massive dans le monde. Sans concurrent, il donnait la capacité aux États-Unis de faire tourner la planche à billets sans se soucier de son cours.

Ce cadre institutionnel facilita le redémarrage de la production et du commerce dans les pays dont l'économie avait été partiellement ou totalement détruite par la guerre. Les milliards de dollars du plan Marshall en furent le vecteur. Mais la stabilité du nouveau système reposait entièrement sur celle de la monnaie qui en était le pivot. Or le dollar, bien que devenu monnaie universelle, n'en demeurait pas moins la monnaie d'un État. La planche à billets dont disposaient désormais les États-Unis leur permit de financer leur politique et de défendre les intérêts de leur classe dominante. Elle permit également aux États-Unis de financer leurs interventions aux quatre coins du monde, au nom de la défense du monde « libre ».

L'inflation produite était diluée à l'échelle planétaire. Le flot de dollars permit d'armer Taïwan contre la Chine de Mao Zedong puis de financer la guerre de Corée et surtout celle du Vietnam. Il prit une telle ampleur que les dépenses militaires de Washington finirent par représenter à la fin des années 1950 plus la moitié de son budget.

Chapitre II

En France

La reconstruction, sur les reins de la classe ouvrière

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la France fut bombardée par l'Allemagne au début de la guerre mais surtout par les Alliés qui y larguèrent 550 000 tonnes de bombes, un tiers de la quantité déversée sur l'Allemagne. Au cours des derniers mois de la guerre, les bombardements et les combats dans certaines villes entraînèrent des destructions massives. 450 000 bâtiments furent entièrement détruits, 1,5 million le furent partiellement, soit 20 % de l'ensemble existant. Les villes de Brest, Caen, Le Havre, Lorient, Saint-Nazaire, Cherbourg, Dunkerque, Évreux, Saint-Malo, Rouen... furent détruites en quasi-totalité. Les infrastructures de transport et de production étaient également endommagées, isolant de nombreux villages. La situation dans laquelle vivaient les classes pauvres, en particulier la classe ouvrière, était très difficile. À la fin de la guerre, les salaires de ceux qui avaient un travail étaient bas et la désorganisation économique signifiait un vaste chômage. On employait la population à déblayer, à réparer. Partout

régnait la misère. Les problèmes de ravitaillement étaient critiques. Du côté du réseau ferroviaire, la moitié des lignes était inutilisable, un tiers des gares, la moitié des gares de triage, 1 900 ouvrages d'art étaient à reconstruire. Le réseau routier n'était pas moins atteint : 7 550 ponts étaient détruits.

Une comparaison avec les États-Unis permet de mesurer les conséquences de la guerre. Si en 1938, le PIB par habitant en France était de trois quarts de celui des États-Unis, il était en 1950 d'à peine plus de la moitié, résultat à la fois des pertes, des destructions et du retard pris pendant et après la guerre sur la puissance américaine. Un vaste marché s'ouvrait donc aux entreprises, ne serait-ce que pour reconstruire ce qui avait été détruit. Cette période dite de reconstruction dura au moins jusqu'en 1949.

Les affaires du BTP n'avaient pas cessé pendant la guerre, alimentées par les commandes des autorités françaises et allemandes. Entre 1946 et 1953, le chiffre d'affaires du secteur s'envola, au rythme de près de 22 % par an. Ces entreprises investirent dans du matériel moderne importé des États-Unis permettant de multiplier leur productivité.

La priorité de la reconstruction fut donnée aux infrastructures et cela au détriment de la réparation des bâtiments d'habitation, condamnant des centaines de milliers d'ouvriers et de sinistrés aux baraques, aux bidonvilles et aux logements d'urgence. Ce n'est qu'en 1953 que l'État commença la construction des logements sociaux, ouvrant à ces mêmes trusts de nouveaux marchés.

En 1945, bien que la production agricole fût catastrophique – 50 % de celle d'avant-guerre – la priorité de la reconstruction fut de remettre en ordre la production industrielle.

Celle-ci avait elle aussi bien régressé. Début 1946, du fait des destructions, de la désorganisation générale, mais aussi parce qu'une grande partie des machines-outils avaient été transférées en Allemagne pendant la guerre, elle était tombée à 70 % de celle de 1938 en ce qui concerne les biens d'équipement et à 50 % pour les biens de consommation. La population payait donc encore le plus lourd tribut.

Cela continua longtemps. La difficulté que rencontrait l'État pour faire reconstruire l'économie capitaliste ainsi délabrée était d'arriver à imposer à des millions de travailleurs, qui avaient déjà subi la guerre, ses massacres et ses privations, de travailler pour presque rien et pour les mêmes patrons. C'était d'autant plus difficile que la complicité de l'État français et du patronat avec l'Allemagne nazie lors de l'occupation les avait discrédités. Faire accepter malgré tout que tout revienne comme avant était l'objectif non avoué du Conseil national de la Résistance qui, derrière de Gaulle, homme politique des plus réactionnaires de la bourgeoisie, regroupait PCF, CGT et SFIO.

Les pénuries alimentaires – les cartes de rationnement ont existé jusqu'en 1949 –, le manque de charbon pour se chauffer, provoquèrent des réactions dans la population ouvrière dès 1944. Le PCF et la CGT, sous l'autorité de De Gaulle, et en échange de leur participation au pouvoir, se chargèrent du contrôle de la classe ouvrière, et luttèrent

contre les grèves afin de rétablir la production. Ils participèrent en particulier à la « bataille du charbon », qui consistait à fixer aux travailleurs des objectifs de production. La direction de la CGT dénonçait les grèves comme « *l'arme des trusts* ». Dès janvier 1945, les mineurs travaillèrent le dimanche. Ils manquaient de tout. Le PCF se chargea d'empêcher que leur colère éclate et obtint qu'ils se sacrifient.

Pour les classes populaires, la période fut aussi celle d'une inflation permanente. Entre 1945 et 1948, le taux d'inflation annuel a été en moyenne de plus de 50 %. Les prix des articles alimentaires à Paris furent ainsi multipliés par 6,8 entre novembre 1944 et novembre 1949 tandis que le salaire d'un ouvrier l'était par 4,3. Avec ces salaires de famine, il fallait produire toujours et encore, travailler toujours et encore, « *produire d'abord et revendiquer ensuite* », comme le déclarait la CGT en décembre 1944.

L'État-providence, mythes et réalités

Après-guerre, dans la plupart des pays riches, l'État assuma de nouveaux rôles dans la prise en charge collective de fonctions sociales. Ainsi, la population commença à bénéficier d'une couverture sociale plus ou moins étendue en cas de chômage, de retraite ou de maladie. Très souvent des aides complémentaires dans le domaine du logement, de l'éducation, de la famille furent versées. La population commença aussi à bénéficier de l'accès à des services sociaux et de santé à un coût inférieur à celui du marché. Le

degré auquel furent poussés ces rôles sociaux est différent selon les pays. Mais c'est un fait qu'ils se développèrent.

En France, c'est lors de la Première Guerre mondiale que l'État commença à s'impliquer dans les questions de santé publique. La tuberculose dans les tranchées entraîna la création de dispensaires publics et de sanatoriums. En 1920, un ministère de l'Hygiène et de la Prévention sociale, futur ministère de la Santé, fut créé à la suite de l'épidémie de grippe espagnole qui fit, à l'échelle de l'Europe, plus de morts que la Première Guerre mondiale elle-même.

Une loi en 1930 institua les Assurances sociales couvrant la plus grande partie des ouvriers et des employés. Ces assurances étaient financées à égalité par des cotisations des salariés et des employeurs. La loi avait prévu beaucoup de restrictions, les remboursements étaient très partiels. De plus, la loi excluait tous les travailleurs qui n'avaient pas un emploi stable ainsi que tous les chômeurs, nombreux en temps de crise.

À l'image de la CGT dirigée avant la Première Guerre mondiale par les syndicalistes révolutionnaires, la CGT-U, liée au Parti communiste, s'opposait au principe de la cotisation ouvrière. Elle réclamait la gratuité des soins médicaux et le versement d'indemnités de maladie égales au salaire intégralement payées par le patronat. Elle réclamait l'extension de l'assurance à tous les salariés et la gestion des caisses d'assurances par les seuls salariés.

Au lendemain de la guerre, en 1945, la Sécurité sociale prit le relais des Assurances sociales. Elle est souvent présentée comme une conquête de la classe ouvrière,

durement acquise, par la lutte. Mais en fait, il n'y eut ni lutte, ni conquête. La Sécurité sociale fut, pour la bourgeoisie, le prix à payer pour la paix sociale. Ainsi, la Sécurité sociale fut décidée dans un contexte d'agitation sociale et politique.

Dans les pays voisins, à partir de 1943, en Italie, en Grèce, en Yougoslavie, les peuples se révoltaient. Et l'armée rouge arrivait en libératrice jusqu'à Berlin. Dans les pays d'Europe occidentale, pour éviter toute contagion révolutionnaire, il fallait non seulement reconstruire au plus vite des appareils d'État capables de tenir la société, mais il fallait aussi prolonger l'unité nationale, faire en sorte que les peuples, martyrisés par des années de guerre, adhèrent à ces États reconstruits, en leur donnant des garanties sociales.

Cette fonction d'adhésion et d'amortisseur social ne fut pas une réalisation de la seule gauche, mais d'abord de De Gaulle s'appuyant pour l'occasion sur le PCF dont la popularité et le crédit des militants étaient au plus haut.

Pour le patronat, tout cela devait se faire à moindre coût. En Angleterre, la Sécurité sociale fut financée par l'impôt, c'est-à-dire essentiellement par les travailleurs par l'entremise de l'État.

En France, la Sécurité sociale eut un budget propre, en étant, comme l'étaient les Assurances sociales, financée par des cotisations salariales et par des cotisations patronales. Par rapport au régime des Assurances sociales de 1930, celui de la Sécurité sociale présentait un certain nombre d'améliorations, en prestations et en remboursements.

Un régime d'assurance longue maladie, qui n'existait pas dans l'ancien régime des Assurances sociales, fut instauré. Mais il en conservait aussi plusieurs aspects restrictifs : ticket modérateur, indemnités journalières limitées à 50% du salaire. Le prix à payer, pour les travailleurs, avait considérablement augmenté. La cotisation ouvrière passait de 4 % à 6 %. Pour la part dite patronale, la cotisation passait de 4 % à 10 %. Mais cette augmentation étant compensée par la suppression d'une taxe d'un taux équivalent instaurée en 1942 pour indemniser les ouvriers des usines bombardées, les patrons ne cotisaient pas un centime de plus.

Cette prise en charge collective de la maladie et de la vieillesse était d'ailleurs un avantage pour le patronat. Dans cette période de plein emploi, la prise en charge collective évitait à chaque entreprise de payer pour la santé des travailleurs qu'elle embauchait, contenant ainsi la pression sur les salaires, tout en remplissant cette fonction d'adhésion dont il a déjà été fait mention.

Un certain nombre d'économistes, pendant la guerre et après celle-ci, ont voulu voir dans la Sécurité sociale un outil de redistribution des richesses, ou au moins un moyen de soutenir la demande effective de consommation des masses. En permettant aux chômeurs et aux retraités de consommer, la garantie d'un revenu est effectivement un soutien à l'économie. Mais faut-il y voir un mécanisme de redistribution des richesses ?

Ce qui est certain, c'est que dans cette période, la bourgeoisie a accepté pour des raisons économiques, politiques et sociales, des salaires qui s'élevèrent progressivement. La

prise en charge de la maladie, de la vieillesse, du chômage, permettant de couvrir la reproduction de la force de travail, font en réalité partie du salaire, de cette partie indirecte qui est prise collectivement en charge dans un pays comme la France mais qui reste en partie individuelle dans un pays comme les États-Unis, où les salaires des travailleurs jugés indispensables par le patronat doivent être suffisamment élevés pour payer des assurances privées.

La prise en charge collective, en masse, de la maladie, de la vieillesse et du chômage permettait également d'en baisser le prix individuel et d'éviter aux travailleurs d'avoir à épargner pour les mauvais jours, dégageant autant de ressources disponibles pour la consommation des marchandises qui sortaient des usines et dont le prix en baisse en raison des volumes produits les rendait accessibles.

Dans les années 1920 aux États-Unis, le très réactionnaire Ford avait fait le même calcul avec le *Five Dollar Day*, le jour de travail payé à 5 dollars, bien au-dessus de la moyenne de l'époque, qui tout en excluant les femmes et les jeunes était un instrument de contrôle et de dressage, permettant d'attacher les ouvriers à la chaîne de montage malgré les conditions de travail infernales, mais aussi un outil de « *prospérité, se traduisant par un accroissement de la demande pour nos automobiles*[5] » – du Keynes avant l'heure. Tant que les marchandises produites en masse étaient effectivement consommées, et parce que la hausse de la productivité permettait de maintenir le taux de profit à un niveau élevé, le fait de payer des salaires directs et

5 Cité par Michel Beaud, *op. cit.*, p. 245.

indirects plus élevés ne posait pas de problèmes aux entreprises. L'accumulation de capital se réalisait. Le patronat qui dénonçait alors – déjà – la Sécurité sociale comme trop coûteuse ne tentait que de freiner l'augmentation générale des salaires.

Il est donc difficile de voir dans la Sécurité sociale une conquête ouvrière ou une preuve d'altruisme et de solidarité collective. Au sortir de la guerre, le souci d'établir la paix sociale et de s'attacher les populations était une nécessité politique dont les coûts furent supportés pour beaucoup par les travailleurs eux-mêmes et qui concourut à la prospérité capitaliste.

La refonte d'un appareil de production obsolète

La période de reconstruction utilisa tous les bras disponibles pour travailler y compris à mains nues. En France, alors que le nombre de chômeurs recensés parmi les travailleurs salariés avait fluctué au minimum entre 800 000 et un million après la crise entre 1931 et 1939, il chuta après-guerre aux alentours de 200 000. Comparativement aux années d'avant-guerre, la durée hebdomadaire réelle du travail augmenta, pour atteindre entre 43 et 50 heures selon les secteurs, alors qu'officiellement, la loi de 1936 fixant la durée du travail à 40 heures n'avait pas été abolie. Avec le plein emploi, les salaires rognés par l'inflation, des durées de travail à rallonge, l'exploitation forcenée des travailleurs avait atteint ses limites. Les grèves qui déferlèrent à partir de 1947 sur le pays malgré l'union sacrée des partis ouvriers avec la bourgeoisie en témoignèrent.

Refondre l'appareil de production dans toutes ses dimensions était devenu une nécessité. La concurrence internationale n'avait pas disparu, loin de là ; la remise en route de la production capitaliste en France et en Europe ne pouvait se faire qu'en rattrapant le retard sur l'économie américaine, en augmentant considérablement la productivité du travail.

Les crises économiques sont l'occasion pour le système capitaliste de purger les moyens de production en supprimant les plus vieux, les plus obsolètes. Le taux de profit se relève ainsi sur la base d'un capital assaini. Or ni la crise de 1929 ni le marasme des années 1930 ne réalisèrent complètement cette purge. Entre 1929 et 1939, la production industrielle baissa au rythme moyen de 1,1 % par an jusqu'à la guerre. Les capitalistes assuraient leurs profits en usant jusqu'à la corde les hommes, mais aussi le matériel. Pour augmenter les profits sans investir, les capitalistes utilisèrent le système Bedaux qui transforme en robots les travailleurs qui tombent sous sa coupe, au travers du chronométrage et du travail aux pièces.

En 1938, l'investissement des capitalistes français dans leurs entreprises n'avait toujours pas repris, il était même inférieur à celui de 1913. Les 590 000 machines-outils qu'ils possédaient avaient vingt-cinq ans d'âge en moyenne. Cette situation ne fit qu'empirer pendant la guerre. Aux destructions (15 % de l'équipement industriel) s'ajoutèrent les prélèvements de guerre après la défaite de 1940, et l'usure accélérée faute d'entretien adéquat et faute de

renouvellement, faisant baisser entre 1941 et 1943 la productivité de 30 %.

Les années 1930 et 1940, entre le marasme généralisé et la guerre, furent donc des années où les moyens de production vieillirent. Au sortir de la guerre, ils avaient au moins vingt ans de retard sur ceux des États-Unis. En France, il n'y a alors que trente-cinq usines où la production est organisée « à la chaîne », sur le mode fordiste en cours de généralisation depuis la fin de la Première Guerre mondiale aux États-Unis. La guerre accentua l'écart : le taux de productivité de l'industrie française, comparé à celui des États-Unis, était tombé d'un rapport de un à trois en 1938, à un à cinq en 1946.

Si l'impérialisme français voulait ne pas être rejeté définitivement en arrière par ses concurrents, il lui fallait absolument faire un gros effort pour reconstruire et moderniser les infrastructures et l'appareil industriel du pays. Or la bourgeoisie n'en était pas capable toute seule. Elle reçut l'aide, massive, de l'État. Les hommes qui prirent alors le pouvoir furent sélectionnés pour cette immense tâche.

Les idées de planification et d'intervention étatiques existaient, on l'a vu, dès avant-guerre. Elles existaient aussi sous Vichy, dont les plans faits par les nouvelles équipes de la Délégation générale de l'équipement national ont de nombreux traits communs avec le plan Monnet d'après-guerre[6].

6 Richard F. Kuisel et Marie-Claude Florentin, *Vichy et les origines de la planification économique (1940-1946)*, dans *Le Mouvement social* n° 98 (jan.-mar. 1977), p. 77-101.

Mais seuls l'issue de la guerre, le retard accumulé, les crédits américains permirent leur mise en œuvre.

Après-guerre, l'une des formes de l'intervention de l'État fut les nationalisations. Leur liste est longue : dès décembre 1944, les houillères du Nord et du Pas-de-Calais puis, en 1945, Renault et d'autres, parmi lesquels Gnome et Rhône qui donna naissance à la Snecma. Il y eut aussi les transports aériens, la Banque de France et des grandes banques de dépôt. En 1946, ce fut le tour de l'électricité et du gaz, des compagnies d'assurances et cette fois de la totalité des charbonnages. Pour toutes ces nationalisations, des indemnités furent versées aux anciens propriétaires, à l'exception de Louis Renault, accusé de collaboration avec l'ennemi.

En nationalisant, le gouvernement prenait à sa charge la rénovation de l'appareil industriel. Dans les charbonnages, l'équipement et l'outillage des mines étaient déjà vétustes avant la guerre. Le charbon français avait du mal à concurrencer les charbons d'importation. Les compagnies minières avaient cessé d'investir, surtout depuis 1930, avec la crise économique. Le redémarrage de l'industrie était conditionné à la production de charbon. Des évaluations montraient qu'il fallait investir 8 à 9 milliards de francs de l'époque pour moderniser les mines. Les compagnies privées, trop nombreuses, divisées, en étaient incapables et ne le voulaient pas. Le patronat acceptait d'investir pour réaliser des profits rapides. Mais pour lui, la rentabilité des mines était insuffisante et depuis longtemps. C'est là aussi

l'État qui prit cela en charge, en rachetant les compagnies à leurs propriétaires pour créer les Charbonnages de France.

La situation dans la production électrique était similaire à celle du charbon. Il existait, avant la nationalisation, 154 sociétés produisant du courant, 86 faisant du transport haute tension, et 1 150 sociétés de distribution. Même si une dizaine de trusts principaux contrôlaient les neuf dixièmes de l'énergie produite, c'était dans la cacophonie : les fréquences n'étaient pas partout les mêmes, à 50 hertz ou à 60 hertz, le courant produit était alternatif ou continu... Là aussi, les efforts d'investissements nécessaires allaient au-delà de ce que le patronat était capable de faire.

Électricité de France et Gaz de France furent créés en 1946, en indemnisant largement les propriétaires et cela pendant des dizaines d'années. La politique tarifaire était faite pour favoriser la grande industrie, quitte à faire payer plus cher les usagers ordinaires. EDF acceptait de faire des bénéfices relativement faibles en regard des investissements consentis, ce qu'aucune entreprise privée n'aurait fait.

La nationalisation des industries de base a renforcé le secteur privé. Cela a permis de mettre à sa disposition des moyens modernes et compétitifs – électricité, gaz, charbon, transports... – sans lesquels il lui aurait été difficile de soutenir la concurrence étrangère. Il fallait, pour réussir cette politique, disposer des instruments financiers indispensables. L'État a fort logiquement nationalisé une grande partie du secteur bancaire et des assurances, en indemnisant là encore largement les actionnaires.

Mais l'intervention de l'État ne s'est pas limitée aux secteurs nationalisés. Pour combler le retard de l'industrie sur ses concurrents américains ou anglais, le gouvernement créa, en juin 1950, un Comité national de productivité. Il mit sur pied des missions de productivité, composées d'industriels, d'ingénieurs et de ceux des représentants ouvriers qui jouaient ce jeu.

Entre 1950 et la fin de 1953, 300 missions, représentant 2 700 personnes, ont ainsi visité des usines, des magasins, des universités et des centres de recherches américains. Les capitalistes mirent à niveau leurs moyens de production en important massivement des machines d'outre-Atlantique mais aussi des méthodes d'organisation du travail. Au résultat, l'introduction de l'automation et de nouvelles machines obligeant les ouvriers à des tâches répétitives fit décoller la productivité au début des années 1950. Elle progressa de 4,9 % par an en moyenne dans l'industrie de 1951 à 1963, un rythme jamais atteint, ni à aucune autre période précédente ni depuis.

On peut ainsi dire que la croissance des années 1950 et 1960 a été portée par la hausse exceptionnelle de la productivité du travail, une hausse en fait proportionnelle au retard pris par l'économie capitaliste française, un rattrapage nécessaire pour soutenir la concurrence.

Ce sont ces forts gains de productivité qui ont permis de maintenir le taux de profit des entreprises à un niveau élevé durant toute cette période. En effet, les progrès techniques permettaient que chaque travailleur produise pour chaque heure travaillée de plus en plus de richesses, compensant

largement la hausse des salaires. Une autre raison du maintien du taux de profit est que la valeur des moyens de production, produits en masse à cette époque où a été renouvelé tout l'appareil productif, diminua.

Le prix des marchandises produites en masse par cet appareil productif renouvelé de fond en comble diminua. Avec d'une part des prix des marchandises en baisse et d'autre part des salaires en hausse, le marché solvable s'élargissait, appelant de nouveaux investissements. La nouvelle génération vivait mieux que la précédente, disposant progressivement de machines à laver, d'automobiles, de la télévision, de logements plus confortables.

Entre 1951 et 1973, le capital productif s'est accumulé à un rythme très élevé, 4,4 % par an, contre 1,8 % entre 1896 et 1929 et contre 0,5 % entre 1929 et 1951. Cette accumulation était la conséquence d'investissements toujours plus importants. Le taux moyen d'investissement brut, selon la comptabilité officielle, passa de 15 % en moyenne pendant la dépression des années 1930 à 19,5 % de 1952 à 1957, 22 % de 1958 à 1963, près de 25 % de 1964 à 1973.

Les investissements servirent d'abord les besoins de reconstruction, puis furent affectés à la modernisation de l'appareil productif sur la base du transfert des technologies américaines, tournés vers la production en masse de biens de consommation.

Mais les calculs des capitalistes fondés sur les profits à venir ne furent pas le seul facteur expliquant l'envolée du volume des investissements après-guerre. Les conditions de leur financement jouèrent tout autant. L'État assura

jusqu'à 60 % de celui-ci en s'adossant au plan Marshall et aux différents dispositifs dispensés par les États-Unis dès 1945 ; et à défaut, par la création monétaire, produisant de l'inflation payée par l'ensemble des consommateurs.

L'exemple de l'automobile est parlant. Dans ce secteur, pour transformer en profondeur les outils de production, les constructeurs implantèrent, à l'image de l'industrie américaine, des machines spécialisées, ouvrant la voie à l'automatisation. Après 1945, Renault passa à la grande série, avec la 4 CV. Ces changements permirent d'améliorer la productivité et de baisser le prix de vente des 4 CV. En 1955, Billancourt produisait 1 000 véhicules par jour, quatre fois plus qu'avant-guerre, avec 52 000 ouvriers et employés. Pour produire cette grande série, Renault s'équipa de nouvelles installations électriques. Les circuits d'alimentation en gaz, eau et air comprimé furent augmentés ; des fonderies, des forges, des chaînes de peinture, 10 km de chaînes aériennes pour le transport mécanique des pièces, 47 presses de tôlerie nouvelles et surtout 27 machines à transfert rectiligne de 30 mètres de long furent installées. Tous les équipements furent financés au travers du plan Marshall et des emprunts obligataires à partir de 1945. La première machine à transfert rectiligne fut celle que Renault installa en 1947 pour l'usinage des blocs cylindres de la 4 CV. La pièce brute arrivait à l'entrée de la chaîne, était présentée successivement à chaque poste de travail effectuant la même tâche pièce après pièce, jusqu'à la sortie. En 1957, une chaîne entièrement automatique assurant

l'usinage d'une culasse de moteur permettait de réaliser 6 500 pièces par ouvrier et par mois, 26 fois plus qu'en 1950.

Cette automatisation, complète ou partielle, reposait sur l'utilisation de machines pour la plupart importées des États-Unis où elles étaient à l'œuvre depuis longtemps. Avant-guerre, l'industrie automobile fabriquait au plus 250 000 voitures en un an. En 1950, elle en produisait 357 000. Mais entre 1950 et 1960, la production fut multipliée par 4. Et entre 1960 et 1970, elle fut encore multipliée par deux, avec plus de 2,7 millions de véhicules produits.

L'automobile ne fut pas le seul secteur touché par cette automatisation de la production. Toute l'industrie le fut. Et là où l'industrie n'existait pas, elle fut créée de toutes pièces.

Ainsi au début des années 1950, la mécanisation agricole en France accusait un certain retard par rapport à d'autres pays européens. Pour ne prendre que l'exemple des tracteurs, qui illustre bien l'ensemble du processus de la période, on n'en comptait en 1951 qu'un pour 156 hectares cultivables, alors qu'au Royaume-Uni la surface par tracteur n'était que de 23 ha en moyenne. Le plan de modernisation de l'État prévoyait alors des mesures incitant à l'achat d'un tracteur afin que le parc, qui en 1946 n'en comptait que 60 000, atteigne en quelques années 200 000 unités. L'importation de tracteurs, notamment dans le cadre du plan Marshall, ne permit d'y arriver que partiellement. Au vu du parc à équiper, le calcul fut vite fait qu'il était plus rentable d'implanter une usine sur place. McCormick délocalisa donc une partie de sa production

en France en s'implantant à Saint-Dizier en Haute-Marne en 1950.

L'amélioration de la productivité agricole (6,4 % par an en production par heure travaillée entre 1949 et 1963, résultat de l'introduction de toutes ces machines agricoles mais aussi des produits chimiques sortant en masse d'usines flambant neuves) eut pour résultat une véritable dépopulation des campagnes. Le capital minimum à mettre en œuvre pour parvenir aux rendements moyens augmentait, contribuant à éliminer nombre de petites exploitations. C'est une politique de concentration parfaitement assumée par les États et l'Union européenne au travers de sa Politique agricole commune (PAC) à partir de 1957, une expropriation de fait de centaines de milliers de petits propriétaires. Au bilan, le nombre de paysans passa de 25 % à 15 % de la population entre 1946 et 1968. L'industrie y puisa nombre de bras qui lui manquaient et nombre de nouveaux consommateurs, rompant avec l'autarcie, relative, des campagnes.

Pour satisfaire les industriels, le nombre d'ouvriers dans la société française dut effectivement s'accroître, passant de 34 % en 1954 à 38 % en 1968 de l'ensemble d'une population en pleine croissance. La démographie naturelle n'a pas suffi à satisfaire la demande en bras de l'industrie. Il fallut pour cela l'apport de travailleurs libérés des campagnes, mais aussi l'enrôlement des femmes et celui, massif, des travailleurs d'origine étrangère dont l'industrie et le gouvernement organisèrent l'immigration.

Les travailleurs d'origine étrangère étaient 1,6 million en 1946. Leur nombre avait doublé en 1975, fournissant ainsi une partie substantielle des profits accumulés par la bourgeoisie en cette période d'expansion. En 1970, 40 % des salariés dans les usines de Renault étaient des travailleurs immigrés, dont 80 % d'ouvriers spécialisés, moins bien payés, comme les femmes, sur les chaînes. Le patronat combattait ainsi la pression à la hausse des salaires et organisait la division dans les entreprises en opposant les nationalités les unes aux autres[7].

Ces travailleurs immigrés, que les entreprises françaises et le gouvernement avaient déracinés, furent les premiers licenciés lorsque la crise des années 1970 éclata.

La « société de consommation »

Les « Trente Glorieuses » sont aussi connues comme les années de l'avènement de la « société de consommation ». Adulée par les uns, dénoncée par d'autres, la production de masse à destination du plus grand nombre de consommateurs était une nécessité découlant de la masse des investissements d'alors. Ne pas faire ces investissements voulait dire disparaître à terme sous les coups de la concurrence américaine. Mais ces investissements dans des machines modernes n'étaient rentables que s'ils permettaient de baisser les coûts de production unitaires, en répartissant leur amortissement sur une grande quantité de marchandises, ce qui voulait dire produire et vendre en masse.

7 Laure Pitti, *Les luttes centrales des O.S. immigrés*, dans *Plein droit* 2004/4 (n° 63).

Le nouveau patron de Renault après la nationalisation à la fin de la guerre, Pierre Lefaucheux, l'affirmait sans ambages en 1946 : « *Il faut que disparaisse cette notion vraiment périmée de l'automobile objet de luxe restant l'apanage des privilégiés de la fortune* [...]. *La totalité de notre effort se portera sur une voiture agréable, certes, mais susceptible par son bas prix d'achat,* [...], *d'être accessible à des couches d'acheteurs qui doivent s'étendre au fur et à mesure que se reconstituera le pouvoir d'achat des Français* ».

Conséquence du plein emploi, la pression sur les salaires à la hausse fut de plus en plus forte à partir des années 1950. La hausse de la productivité permit aux capitalistes d'y faire face tout en garantissant que le taux de profit ne s'écroule pas. En France, les salaires réels augmentèrent de 4 % par an de 1949 à 1973, globalement au même rythme que la productivité du travail et que les profits. Corrigée de la hausse des prix et de l'augmentation de la population, la consommation de chaque ménage a été multipliée par 2,7, soit 4 % par an, à l'image de la hausse des salaires réels. Cette hausse est en fait commune à l'ensemble des pays industrialisés en retard sur les États-Unis (Royaume-Uni, RFA, Italie, Japon...). Entre 1954 et 1975, le taux d'équipement des ouvriers et des employés en automobiles, réfrigérateurs, télévisions, machines à laver passe de quelques pourcents à 70, 80 ou 90 %. La production de masse qui se développe avec l'accumulation du capital de ces années-là fait baisser les prix unitaires des marchandises (- 5 % par an à prix constants) tandis que la hausse des salaires accroît le pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi, conséquence de

ce double mouvement, si en 1950, le prix d'une machine à laver est équivalent au salaire de 1 176 heures de travail d'une employée de maison, il n'est plus en 1976 que l'équivalent de 92 heures.

Les salaires permettaient de reconvertir les marchandises produites en masse en profits. Au total, c'est bien sûr la classe capitaliste qui s'est considérablement enrichie pendant cette période. La part des 10 % les plus riches du pays dans le revenu national passa de 32 % en 1950 à 35 % en 1965, alors que ce même revenu national doublait.

Facteur supplémentaire de l'élargissement du marché intérieur, la forte croissance démographique. Pendant toute la première partie du 20e siècle, la population s'était maintenue en France métropolitaine à environ 40 millions de personnes. Entre 1936 et 1946, ce nombre diminua de 1,3 million en raison de la baisse de la natalité et des pertes humaines pendant la guerre. La démographie s'inversa à la fin de la guerre. Elle fut aidée par une politique volontariste de l'État, par la création de la Sécurité sociale, la généralisation des allocations familiales, des allocations prénatales et d'autres mesures du même ordre. De 1946 à 1975, la population augmenta de 40 à plus de 52 millions, au rythme moyen de 1 % par an, créant autant de besoins en équipements et en marchandises, expliquant une partie des 4,4 % de croissance moyenne de ces années.

« «*La production capitaliste* [...] *épuise en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* », écrivait Karl Marx dans *Le Capital* en 1867. La production de masse usa aussi les ressources naturelles, dont

l'exploitation fut complètement irrationnelle. Ainsi, l'un des secteurs clés de l'expansion capitaliste, l'automobile, ne fut un succès que parce que le marché imposa aux consommateurs un comportement individualiste. Alors qu'il aurait fallu développer les transports en commun, les rendre abondants et gratuits, ils furent de moins en moins nombreux et de plus en plus chers, qui plus est démodés, voire systématiquement sabordés. Alors que plusieurs centaines de kilogrammes de matières premières sont absorbées dans la fabrication de chaque automobile, chaque famille d'abord, chaque membre de la famille ensuite, devait avoir une automobile à lui, même si elle n'était utilisée qu'une infime fraction du temps. En 1985, en France, il y avait une voiture pour trois habitants, cinq fois plus qu'en 1955. Les automobiles engloutirent une large part de l'espace urbain et des ressources en pétrole.

La même irrationalité, le même raisonnement à court terme s'imposa dans le plastique. Avec les impératifs publicitaires, le conditionnement, le « packaging », inhérents au capitalisme, la production de plastique sans utilité a explosé. Les déchets s'accumulèrent dans les décharges, autorisées ou non. Dans les années 1970, le tonnage de déchets ménagers explosa. Quant aux déchets industriels, qui représentent environ dix fois le tonnage des déchets ménagers, ce sont les moins biodégradables et les plus toxiques dont la production s'éleva en flèche.

Pollution de l'eau, pollution de l'air, réchauffement climatique, l'expansion des années 1950 et 1960 se fit, comme il se doit dans une société dont le moteur est le profit

individuel, au travers d'une exploitation irrationnelle de la nature et de ses ressources. Il n'y a qu'une économie gérée, contrôlée collectivement qui puisse prendre en compte les besoins de l'humanité sous tous leurs aspects et à long terme.

Globalement, la progression de l'industrie française suivit l'essor économique mondial.

La situation léguée par la crise et la guerre comportait à l'état latent une demande potentielle considérable. La satisfaction des besoins avait été différée pendant longtemps et le besoin de logements et d'équipements modernes était réel. L'inflation réduisit considérablement le poids des dettes passées, permettant de nouveaux investissements. L'aide financière accordée par les États-Unis permit la remise en route de l'économie sur une base supérieure, mais conforme à ce qui existait aux États-Unis... dont l'industrie fournit les premières machines.

Investissements lourds, demande en biens de consommation, croissance démographique, taux d'intérêts réels négatifs compte tenu de l'inflation, et exploitation aggravée des travailleurs, telles furent les bases de l'expansion des années 1950.

Une exploitation aggravée

La hausse de la productivité du travail ne fut pas seulement le fait de l'introduction de nouvelles machines. Elle fut aussi le fait d'une exploitation aggravée des travailleurs. L'augmentation des salaires ne fait pas tout. Les capitalistes luttèrent d'ailleurs contre, pied à pied ; et par de multiples

moyens, ils arrivèrent à la freiner. Dans certains secteurs où l'automatisation n'était guère possible, comme dans la confection ou le bâtiment, c'est en employant des femmes, des travailleurs immigrés, des clandestins ou encore des travailleurs semi-ruraux que les patrons limitèrent la hausse des salaires.

Mais le profit maximum des nouvelles installations fut aussi assuré par une exploitation collective plus poussée de la classe ouvrière, en développant le travail posté (la proportion d'ouvriers en équipe passe de 14 % en 1957 à 31 % en 1974), en faisant fonctionner les machines les deux tiers de la journée ou la journée si ce n'est la semaine tout entière.

Enfin dans les bureaux, les progrès de la mécanographie précédant l'informatique et les ordinateurs contribuèrent à l'intensification globale du travail et à la rentabilisation plus élevée de son exploitation.

La santé des travailleurs fut aussi mise à rude épreuve. Si, du fait des progrès de la médecine, de la généralisation de l'accès à des hôpitaux publics, l'espérance de vie passa de 65 ans en 1945 à 73 en 1976 et 82 aujourd'hui, l'espérance de vie des ouvriers reste toujours inférieure à celle des cadres, de 6 ans aujourd'hui.

La silicose, le cancer de la plèvre dû à l'amiante, les maladies professionnelles des fondeurs d'aluminium et de fonte ont fait et continuent à faire des dizaines de milliers de victimes.

Les années des Trente Glorieuses furent également celles du triomphe de l'organisation scientifique du travail. Les

capitalistes organisèrent les usines, les bureaux de leurs entreprises de la manière la plus rationnelle. À l'aide de la science et des techniques les plus avancées de l'époque, les ingénieurs, les cadres supérieurs surent utiliser la moindre seconde du temps de travail de chaque ouvrier, de chaque employé. Pour beaucoup, l'intensification du travail fut synonyme de généralisation du travail répétitif, à la chaîne, déqualifié, dégradé (de nuit, le week-end...).

C'est au travers de la combinaison d'une accumulation accélérée du capital et d'une intensification de l'exploitation du travail que les capitalistes ont obtenu des gains de productivité si élevés.

Quant au temps de travail, on a vu qu'après-guerre, il restait élevé, largement au-dessus des 40 heures légales pour nombre de travailleurs. Certaines catégories, comme les agriculteurs ou les transporteurs routiers, durent travailler en moyenne encore plus longtemps.

Pendant deux décennies, jusqu'en 1967-1968, ces efforts furent acceptés parce que, après les difficultés et la barbarie de la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir d'achat augmentait et parce que les partis ouvriers, PCF et SFIO, l'ancêtre du Parti socialiste, avaient fermé toute autre perspective.

Chapitre III

Dans le reste du monde

Le miracle japonais...

Le pays industriel dont le développement affichait pendant les années 1950 les taux de croissance les plus élevés fut le Japon. Ce développement fut régulièrement qualifié de « miracle ». Les miracles n'existent pas plus en économie que dans la nature. Le développement accéléré du Japon, dont profitèrent essentiellement les bourgeoisies japonaise et américaine, est, comme en France, le résultat combiné des destructions de la guerre, de la domination américaine, de l'exploitation de la classe ouvrière et de l'intervention conjointe des États japonais et américain.

L'intervention de l'État japonais dans le développement du capitalisme de ce pays fut essentielle. Le capitalisme au Japon s'est développé dans la deuxième partie du 19e siècle, avec l'ère Meiji et la politique volontariste d'un État dont les traits féodaux étaient encore largement prononcés. La menace grandissante des pays impérialistes occidentaux qui, armés de leurs canonnières et de leurs marchandises voulaient mettre sous tutelle l'archipel à l'image de ce qu'ils avaient fait en Chine, poussa en ce sens. L'industrie

lourde ne prit cependant son essor qu'à partir de 1929. La production japonaise d'acier passa alors du 15e rang mondial en 1913 au 6e en 1936.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Japon était un impérialisme jeune mais dynamique. L'industrie japonaise était devenue l'une des plus modernes, et le Japon une véritable puissance commerciale, la cinquième, échangeant essentiellement avec la Chine et les États-Unis avec qui la concurrence allait croissant.

Le développement du Japon s'est vite heurté à son caractère insulaire. Si le marché intérieur se développait au rythme de la croissance de la population, passée de 50 millions d'habitants en 1910 à plus de 70 millions en 1939, le développement industriel nécessitait des ressources en matières premières comme la bauxite, le nickel, le caoutchouc, le plomb, le pétrole, le fer... inexistantes au Japon même et qu'il fallait importer.

Ce furent en dernière analyse les nécessités de l'industrialisation capitaliste et une concurrence commerciale et politique accrue avec les autres puissances capitalistes après la crise de 1929 qui orientèrent le pays sur la voie du militarisme et de la guerre.

Commencée en 1931 par la conquête de la Mandchourie, l'expansion militaire japonaise se poursuivit par une guerre sanglante en Chine à partir de 1937, puis à partir de 1941 en Indochine, en Indonésie, aux Philippines et dans tout le Pacifique. L'économie des pays conquis fut orientée pour satisfaire l'économie insulaire, en particulier les *zaibatsu*, ces conglomérats (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Yasuda)

intimement liés à l'État et qui de plus en plus concentraient les grands moyens de production.

La guerre fit plus de trente millions de morts en Asie. Le Japon fut défait par son principal concurrent, les États-Unis. Le nombre de victimes civiles et militaires y fut d'environ 3 millions. Le pays, détruit sur le plan économique et matériel, semblait être ramené à ce qu'il était avant l'ère Meiji. Les bombardements avaient détruit deux millions de maisons. Une quarantaine de villes de plus de 100 000 habitants étaient en grande partie rasées, dont deux par des bombes atomiques. En 1946, la ration alimentaire moyenne était de 1 400 calories par jour et par personne. En 1947, la production agricole atteignait à peine les deux tiers de la production d'avant-guerre.

Après-guerre, le Japon passa sous tutelle américaine, tant sur le plan politique qu'économique. Dans un premier temps, entre 1946 et 1951, les travailleurs japonais reconstruisirent leur pays détruit.

Cette période fut dure, comme en France ou en Allemagne. Les salaires, faibles, étaient amputés par l'inflation. Mais pour les capitalistes japonais, celle-ci fut salutaire : elle déprécia les dettes, comprima les salaires réels et contribua à restaurer les bénéfices et le taux de profit.

Le Japon était devenu pour les États-Unis un marché d'exportation pour ses biens de production, ses équipements industriels. Si les industriels américains purent vendre leurs machines aux industriels japonais, c'est parce que ceux-ci pouvaient exploiter un prolétariat industriel et des ingénieurs formés et qualifiés par le capitalisme

d'avant-guerre. Ces équipements importés firent bondir la productivité du travail. Comme en Europe occidentale, l'économie japonaise des années 1950 fut donc portée par les investissements dans le secteur des biens de production. Le rétablissement du marché intérieur, le plein emploi, la libération de la terre de millions de paysans devenant autant de consommateurs, tout cela exigeait des capacités de production nouvelles. Le retard accumulé pendant la guerre et à cause des destructions fut aussi comblé par l'importation de machines américaines, et comme en Europe, les États-Unis aidèrent au financement de ces achats auprès de leurs industriels.

Ces investissements devinrent massifs à partir de 1955, renouvelant une très grande partie de l'appareil de production, incitant nombre de *zaibatsu* à développer leur propre production d'équipements, et contribuant ainsi au développement global de l'industrie japonaise. Entre 1955 et 1963, si la production des industries légères (textile, alimentation) a doublé, celle des industries lourdes (sidérurgie, chimie, biens de production) a quadruplé. Alors qu'en 1935, la production des industries lourdes équivalait à celle des industries légères, elle était deux fois plus importante en 1963.

Ces investissements furent soutenus par l'élargissement du marché intérieur qui s'explique lui-même par la croissance démographique de ces années de reconstruction et par la hausse des salaires, inévitable dans cette période de plein emploi. Entre 1945 et 1970, la population japonaise est passée de 75 à plus de 100 millions d'habitants :

25 millions de consommateurs en plus, fournissant aussi les millions de bras nécessaires à l'industrie en expansion. Ce phénomène fut amplifié par la transformation des campagnes. L'introduction de machines agricoles y modernisa le travail. La population active dans l'agriculture diminua d'environ 6 millions de travailleurs entre 1955 et 1967, fournissant là aussi les bras manquant à l'industrie et de nouveaux consommateurs dégagés de l'autarcie campagnarde.

Le « miracle » japonais n'aura en réalité pas duré plus de dix ans. Le début des années 1960 est marqué par une baisse du rendement des investissements et par une saturation du marché intérieur. Dès 1964, de nombreuses usines ne peuvent plus tourner à plein, leur taux d'utilisation diminue, certaines font faillite et d'autres se regroupent pour résister à la concurrence. C'est à cette période aussi que la balance commerciale devient excédentaire, manifestation de la nécessité pour les industriels japonais de trouver des débouchés à l'extérieur. Les investissements des années qui suivront seront un moyen pour les exportateurs japonais de faire baisser les prix de leurs marchandises pour remporter la guerre commerciale qui s'intensifie entre les principales puissances industrielles.

Durant toutes ces années, l'État joua un rôle permanent et fondamental, assurant 40 % des investissements. Il ne put concentrer de tels capitaux au service des capitalistes japonais qu'au détriment des équipements collectifs, des transports notoirement sous-dimensionnés et du logement.

La faiblesse relative des salaires est également à la base des taux de croissance exceptionnels de l'économie japonaise. En 1960, le salaire horaire moyen du travailleur japonais dans l'industrie manufacturière correspond à 13 % du salaire américain, 60 % du salaire horaire en France. La nombreuse main-d'œuvre jeune (45 % des travailleurs dans l'industrie ont moins de 24 ans) en particulier est moins payée. Les femmes sont surexploitées : l'industrie en emploie 40 % et leur salaire est de 47 % du salaire masculin. La précarité est également importante dans la myriade de petites entreprises sous-traitantes, avec des différences de salaires importantes, de l'ordre de 45 %.

Sur le fond, le « miracle japonais » réside dans la productivité du travail, qui augmenta bien plus vite que les salaires réels. La croissance démographique contribua à limiter, par la concurrence entre travailleurs, la croissance des salaires et permit donc de dégager des profits supplémentaires. Le décalage croissant entre hausse de la productivité et moindre hausse des salaires stimula l'expansion : les profits toujours plus élevés permettaient d'accumuler plus de capital, de relancer en permanence les investissements.

Ainsi, entre 1953 et 1962, les profits des industries extractives et manufacturières ont augmenté de 282 % alors que la masse des salaires de ces industries ne progressait que de 175 % (et la valeur de la production de 222 %). Entre 1956 et 1962, la part des profits des sociétés dans le revenu national est passée de 11 % à plus de 16 %.

... et le miracle allemand

Le développement économique de l'Allemagne de l'Ouest, la République fédérale d'Allemagne (RFA), dans les années 1950 et 1960 fut brandi par les libéraux comme la démonstration de la capacité de l'économie capitaliste à se développer harmonieusement. En pleine guerre froide, il s'agissait d'opposer au bloc de l'Est une économie de marché qui se voulait sociale. Certes, les taux de croissance furent, comme au Japon, particulièrement élevés, en particulier dans la première moitié des années 1950, deux à quatre fois plus élevés que ceux des économies française, américaine ou britannique. À l'égal de celle du Japon, l'économie de la RFA a été pendant une décennie au summum de l'expansion qui a gagné toute l'économie capitaliste pendant cette période. Mais de miracle, il n'y eut pas plus qu'au Japon.

Les taux de croissance particulièrement élevés de la RFA sont aussi un sous-produit de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences. La guerre n'a pas ramené l'Allemagne de nation capitaliste des plus avancées au rang d'un pays sous-développé. Au contraire de nombre de quartiers populaires des grandes villes qui furent rasés par les bombardements alliés, l'industrie, parmi les plus modernes avant-guerre, n'avait été que partiellement endommagée.

Selon les enquêtes d'alors, les industries minières et sidérurgiques n'avaient été détruites qu'à hauteur de 10 %, la chimie et la mécanique à 10 % ou 15 %, le textile à 20 %, la réduction du potentiel industriel étant de l'ordre de 15 % à 20 %.

Cependant, avec l'occupation et le partage de l'Allemagne en quatre zones, avec la désorganisation des voies de communication, avec les limitations de production et les réparations, les démantèlements et les transferts d'usines exigés par les vainqueurs, la production était tombée en 1946 au tiers de ce qu'elle était en 1936, imposant à la plupart famine et dénuement.

Si l'essentiel du capital accumulé avant et pendant la guerre n'avait pas disparu, il avait vieilli et il fallait le remettre en route. Cela nécessitait des capitaux, que fournirent Canada, Grande-Bretagne et surtout l'impérialisme américain, pour des raisons économiques et politiques.

À partir de 1947, les Alliés occidentaux abandonnèrent progressivement le démantèlement de l'appareil de production ainsi que les limitations faites à la production qu'ils avaient imposés en vainqueurs au vaincu. Comme ils le firent pour le Japon, les États-Unis décidèrent de soutenir le redressement économique de l'ancien adversaire.

L'une des raisons de ce retournement était le risque politique de laisser les populations de ces zones industrialisées dans la misère et le chômage, la crainte que le désespoir ne suscite des réactions dans la classe ouvrière, et cela, dès la fin de la guerre, dans un contexte de concurrence avec l'influence de l'Union soviétique et ensuite, après 1947, dans celui de la guerre froide.

La valeur des exportations allemandes couvrant à peine le tiers des importations nécessaires, les dirigeants américains fournirent gratuitement des denrées alimentaires et des matières premières. Sur le plan économique et militaire,

l'Allemagne de l'Ouest devenait pour les impérialistes américains une pièce maîtresse de l'organisation du camp occidental, face au camp dit communiste et contre lui.

Dès le commencement de la guerre froide, l'aide étrangère fut déterminante. En quelques mois, des milliards de dollars permirent aux capitalistes allemands de reconstituer leurs stocks et de profiter du « boom de Corée », c'est-à-dire du surplus de commandes lié à l'entrée en guerre des États-Unis en Corée. Ainsi furent financées les importations nécessaires à la remise en route de l'appareil de production.

Cette remise en route, sous les auspices de l'impérialisme américain, dura cinq ans, et son fort dynamisme fut en proportion du retard accumulé jusque-là.

En 1949, seulement 75 % des capacités de production existantes étaient utilisées. En 1955, elles furent utilisées en totalité. L'économie était tirée par le secteur des biens d'équipement, déjà en pointe avant-guerre et pendant la guerre. Ses débouchés furent dans un premier temps le marché intérieur, la remise en route de l'ensemble de l'économie nécessitant de rééquiper une bonne partie des entreprises, et dans un second temps le marché international.

Ainsi le taux élevé de croissance de la production industrielle à partir de 1948 correspond pour l'essentiel à l'effort réalisé pour compenser la chute de la production provoquée par la défaite, l'occupation et le démembrement du pays et pour rattraper le retard pris entre 1945 et 1948.

Surtout, la remise en route de l'économie allemande et sa croissance élevée n'auraient pas été possibles sans les

efforts surhumains de la population à la fin des années 1940 et sans l'exploitation du travail de millions de réfugiés dans les années qui suivirent.

En 1937, l'Allemagne comptait 68 millions d'habitants, dont 40 millions sur le territoire de la future RFA. Au cours de la guerre, 3 millions de militaires et 3 millions de civils allemands furent tués, la moitié de ces derniers sur le territoire de la RFA. Mais à partir de 1945, la population de RFA s'accrut de millions de réfugiés et de déplacés. En 1950, la RFA avait reçu près de huit millions d'expulsés dont la moitié venait d'anciens territoires du Reich situés à l'est de la ligne Oder-Neisse ou de divers pays d'Europe centrale. Ensuite, entre 1950 et 1961 arrivèrent encore près de quatre millions de réfugiés, les trois quarts venant d'Allemagne de l'Est et de Berlin-Est. Avant même l'immigration italienne et turque, qui se développa dans les années 1960 et 1970, l'Allemagne de l'Ouest vit donc arriver sur son sol près de 14 millions de personnes, le tiers de la population initiale.

Au lendemain de la guerre, ces millions de réfugiés se retrouvaient à l'Ouest sans feu ni lieu, sans toit, ni travail, ni nourriture. En 1946, le déficit total des logements était évalué à 6 millions, et pour beaucoup, c'était la détresse, la pénurie profonde, la faim et la débrouille par le marché noir. Mais ce drame pour les hommes fut une aubaine, un élément essentiel du fameux « miracle », pour les profits capitalistes. Ces millions d'hommes et de femmes déboussolés, privés de tout et acculés à vivre dans des caves ou des hangars, représentaient ce que les économistes bourgeois appellent une « main-d'œuvre abondante, mobile,

disponible », et de surcroît de langue et de culture allemandes, constituant une vaste « armée industrielle de réserve ».

En 1950, il y avait deux millions de chômeurs et il fallut attendre 1956 pour que le chômage disparaisse à peu près. En 1950, la part du revenu des 50 % les plus pauvres d'Allemagne de l'Ouest tomba à 16 % du revenu national, 7 points en dessous du taux d'avant-guerre, tandis que celle des 10 % les plus riches se maintenait à 36 %. C'est de la surexploitation de ces millions de travailleurs, réfugiés ou non, que profita la classe capitaliste dans ces années de croissance exceptionnelle.

Entre 1950 et 1962, si la part des salariés dans le revenu national se maintint autour de deux tiers, le nombre de salariés augmenta d'un sixième. La part individuelle des travailleurs progressa bien moins vite que l'ensemble de l'économie. Ainsi, en Allemagne comme en France ou aux États-Unis, les gains de productivité élevés de ces années-là ont surtout permis une accumulation sans précédent de profits entre les mains de la bourgeoisie.

Le pillage des pays pauvres

La période des Trente Glorieuses fut aussi celle de la décolonisation.

En une vingtaine d'années, les empires coloniaux disparurent, mais pas l'exploitation de ces pays qui, en Afrique et en Asie, accédèrent à l'indépendance. Si le processus d'indépendance aboutit à la création d'États formellement indépendants, nombre de liens – accords de défense,

formation des dirigeants et des officiers, tutelle officieuse voire officielle sur les ministères, appui à des putschs si nécessaire – retinrent ces États dans les filets des anciennes puissances coloniales.

Contribuant à l'expansion des Trente Glorieuses, le colonialisme perdura également par la voie des liens économiques entre les pays décolonisés et leur ancienne métropole. Leur monnaie était souvent liée à celle-ci, comme le franc CFA en Afrique de l'Ouest. Leur système bancaire était dominé et dans bien des cas complètement entre les mains des banques métropolitaines. Le commerce était orienté directement vers l'ancienne métropole, et souvent les filières de production restèrent entre les mains des capitalistes des pays colonisateurs. Sous leur pression, les ex-pays colonisés spécialisèrent encore plus leur production.

En 1970, les revenus tirés du commerce extérieur par les pays producteurs de pétrole (Irak, Koweït, Libye, Arabie saoudite, etc.) étaient dépendants à 80 % ou 90 % de cette matière première. Les exportations de la Mauritanie dépendaient à 93 % du fer, celles de la Zambie à 93 % du cuivre, le Vietnam à 81 % du caoutchouc, le Ghana à 80 % du café, l'Équateur à 53 % des bananes. Tous ces pays devinrent complètement dépendants des marchés extérieurs de matières premières dont les prix se fixaient sur les marchés occidentaux, dominés par les capitalistes des pays importateurs. Ainsi le Sénégal indépendant vendait son arachide à la France, qui en fixait le prix.

La décolonisation des années 1950 et 1960 aggrava donc la situation économique des pays pauvres. L'échange

inégal, avant la décolonisation, se poursuivit plus intensément pendant et après, les pays impérialistes achetant des matières premières, des produits en règle générale à forte teneur en travail, et leur vendant des produits industriels, dont le contenu en quantité de travail est moindre, du fait d'une productivité plus forte. Ainsi étaient transférés dans les économies occidentales la sueur et le sang des prolétaires des pays pauvres.

Les progrès médicaux firent certes reculer la mortalité. Mais la croissance démographique qui en résulta fut bien plus rapide que les progrès de la productivité agricole. Et comme, bien souvent, la monoculture pour l'exportation – pour acquérir quelques devises – remplaçait la production vivrière, la sous-nutrition devint le lot quotidien de millions d'hommes.

La croissance démographique se doubla d'une urbanisation galopante. Mais celle-ci ne fut pas synonyme de progrès pour la plus grande partie de la population. Elle s'accompagna de chômage, de petits métiers, de prostitution, de drogue...

Les pays pauvres devinrent encore plus dépendants du marché mondial. Et, sur celui-ci, les termes de l'échange se dégradèrent vite.

En 1970, on estimait que l'équivalent de ce que les exportations de matières premières permettaient d'acheter aux pays industrialisés avait baissé de 20 % depuis 1950. L'échange était de plus en plus inégal. De plus les variations du marché mondial n'étaient pas plus symétriques qu'aujourd'hui. Quand les cours allaient à la hausse, c'étaient

les intermédiaires, occidentaux, qui accumulaient les surprofits. Quand ils allaient à la baisse, c'était sur les producteurs, locaux, que la pression s'exerçait.

Certes les investissements des firmes internationales augmentèrent ces années-là. En Amérique latine, un dollar investi en rapportait trois aux entreprises américaines. Ces investissements concernèrent surtout des secteurs liés à l'exportation, comme les mines, les ports, les voies ferrées, les plantations. Les bénéfices n'irriguaient pas l'économie locale mais étaient accumulés, rapatriés par la bourgeoisie des pays riches. Seule une petite couche de bourgeois compradores, c'est-à-dire d'intermédiaires entre les entreprises occidentales et le marché local, s'enrichit véritablement.

D'un point de vue comptable, l'économie de ces pays, mesurée en termes de PIB, a crû. Mais cette croissance se fit de façon complètement déséquilibrée et au profit des capitalistes des pays occidentaux, creusant les écarts entre ces deux mondes : le rapport des revenus par habitant des pays pauvres par rapport aux pays riches passa de 1 à 7 en 1930 à 1 à 13 en 1975.

Troisième partie

Des années 1960 à aujourd'hui, la crise

Chapitre Ier

L'épuisement des Trente Glorieuses

Des marchés saturés

À la source de l'expansion capitaliste de l'après-guerre, il y eut le renouvellement en profondeur de l'appareil de production sur trois continents. Cependant, à partir de la fin des années 1960, le marché mondial se saturait et le progrès technique n'avait plus le même impact. Les transformations majeures, les grandes usines, la création d'un système de production plus rationnel, l'automation, les chaînes... étaient faites et n'étaient plus à faire. Elles ne tiraient plus en avant l'économie mondiale. Cela se traduisit par des gains de productivité de moins en moins importants.

Dans le bâtiment, les logements neufs dans des cités gigantesques avaient déjà remplacé la plupart des bidonvilles et des logements précaires. Une grande partie des foyers étaient désormais équipés de voiture, réfrigérateur et téléviseur. Et même si les capitalistes s'échinaient à inventer de nouveaux besoins, un palier était atteint. Dans tous les pays, le taux de profit commença à baisser dans les années 1960. La crise pointait son nez.

Ainsi, avant 1960, dans la plupart des pays développés en dehors des États-Unis, le développement économique s'est surtout fait en direction du marché intérieur. Jusqu'en 1954, les capacités de production de ces pays étant incapables de satisfaire à elles seules la demande nationale, ce développement s'est manifesté par des déficits constants de leur balance commerciale. Jusque-là, c'étaient les prêts américains qui avaient financé ces déficits, permettant de contenir l'inflation à des niveaux relativement bas et assurant des débouchés à l'industrie américaine. Mais en assurant ainsi ses profits, la bourgeoisie américaine mina la position hégémonique qu'elle avait acquise au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Si, en 1959, 63 % des 156 plus grandes firmes de l'industrie manufacturière étaient américaines, elles n'étaient plus que 43 % en 1974. À partir du milieu des années soixante, en France, en Allemagne, au Japon, au Royaume-Uni, l'appareil de production fut en mesure non seulement de satisfaire le marché intérieur mais chercha à exporter des marchandises à l'extérieur. La balance commerciale de tous ces pays devint positive. La compétition entre les nations capitalistes les plus avancées reprit donc de plus belle et les investissements des années 1960 et 1970 ont eu pour objectif principal de faire baisser les prix des marchandises en concurrence sur les marchés internationaux.

Entre 1959 et 1968, chaque branche de l'économie française exportait un peu plus de 18 % de sa production. Cette proportion augmenta ensuite pour atteindre 24 % en 1972 (plus de 35 % dans l'automobile, Renault tentant même,

sans succès, de s'implanter aux États-Unis). Tous les pays cherchèrent à exporter : les exportations progressèrent de 9 % aux États-Unis entre 1967 et 1971, de 12 % pour la Grande-Bretagne, 16 % pour la RFA et 23 % pour le Japon. De 1963 à 1972, la production industrielle des pays capitalistes s'était accrue de 65 % tandis que leurs exportations progressaient de 111 %, un rythme d'un tiers supérieur à celui de la décennie précédente. Pour imposer leurs marchandises, les entreprises multiplièrent leurs filiales à l'étranger.

En même temps, partout on incita les consommateurs à acheter national : *Achetez français ! Buy American !*... Le nombre de fusions entre entreprises pour rationaliser et faire baisser les coûts doubla en France entre les années 1950 et 1960. En RFA, la tendance était la même. De puissants groupes industriels s'affrontaient et se concurrençaient.

La surproduction qui se dessinait à la fin des années 1960 pouvait aussi se mesurer au travers des taux d'utilisation des capacités de production. Si aux États-Unis, ce taux dans l'industrie manufacturière évoluait entre 80 % et 90 % dans les années 1960, il descendit entre 70 % et 80 % au début des années 1970, et sous la barre des 70 % vers 1975. Un tiers des capacités de production de l'industrie manufacturière était alors inemployé.

Le chômage, à un niveau très bas depuis 1945, réapparut, le taux de chômage passant en France de 1,6 % en 1966 à 2,8 % en 1974, un niveau qui peut paraître faible mais qui annonçait le retournement de la situation économique avant le déclenchement de la crise.

Le taux de profit des entreprises suivit la même tendance baissière dès la fin des années soixante, dans tous les pays et cela jusqu'à la fin des années 1970.

L'expansion de l'économie capitaliste impulsée par la Seconde Guerre mondiale dans le cadre renouvelé que nous avons décrit était en train de se finir.

Les désordres internationaux

Le système dit de Bretton-Woods ne résista pas à la saturation des marchés et à l'aggravation de la concurrence internationale.

Pendant près de 25 ans, ce système fit le bonheur des industriels américains. L'État américain pouvait faire tourner la planche à billets pour passer ses commandes et pour aider d'autres pays à acheter les marchandises produites sur son sol. Et il ne s'en priva pas. Avec les dépenses militaires pour mener les guerres de Corée et du Vietnam, avec les aides économiques et militaires aux régimes que les États-Unis soutenaient en tant que « gendarme du monde libre » – un rôle qu'eux seuls pouvaient assumer –, la masse des dollars en circulation dans le monde augmenta très rapidement, au point que dès le début des années 1960 la convertibilité du dollar en or au taux officiel était menacée.

Ainsi les avoirs en dollars hors des États-Unis dépassèrent leur stock d'or dès 1960. En 1972, ils seront huit fois plus élevés ! Détenant des dollars, les banques européennes ouvrirent des crédits en dollars, dont la masse approchera en 1971 dix fois le stock d'or américain.

À la fin des années 1960, la situation avait déjà atteint un seuil critique, les États en possession de nombreux dollars menaçaient de demander leur conversion en or. Pour éviter le risque d'épuiser ses réserves d'or, Nixon mit fin à la convertibilité du dollar en or en août 1971 et le dévalua de 8 % par rapport à l'or.

Il fallut un peu plus d'un an pour que le système des taux de change fixes vole à son tour en éclat. Cela se fit d'autant plus facilement qu'il était devenu une entrave pour le commerce américain. Avec l'intensification de la concurrence internationale, les dévaluations entre monnaies étaient devenues des armes permettant de faire baisser les prix à l'exportation sur les marchés internationaux, des armes à double tranchant puisque la hausse des prix des produits importés qui en résultait pouvait léser une partie de la bourgeoisie nationale. Au sein du système de Bretton-Woods, elles étaient limitées. Elles ne se réalisaient qu'après négociations entre les différentes parties. Mais elles n'étaient pas impossibles : la France par exemple a dévalué plusieurs fois sa monnaie dans cette période.

En février 1973, sous la pression des marchés et des industriels américains, le dollar fut dévalué de 10 %, mais cela se révéla immédiatement insuffisant. En mars, les taux fixes furent enterrés définitivement. Entre 1973 et 1979, le dollar se déprécia de près de 50 % par rapport au deutschemark. Cela n'empêcha pas le dollar de rester la monnaie internationale de référence.

Au sein des pays riches, et jusqu'en 1974, les entreprises accrurent leurs investissements pour gagner en efficacité afin de sortir vainqueures de la concurrence internationale.

Mais l'économie sous pression craqua en 1975 sous l'effet de la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers.

Dans tous les pays industrialisés, la production recula dans des proportions importantes : la production automobile diminua d'un tiers en 1974-1975, la construction aux États-Unis de moitié, la chimie, la sidérurgie, le matériel électroménager et le textile de 10 % en Europe... Cependant, grâce à l'intervention massive des États dans l'économie, la crise ne prit pas comme en 1929 la forme d'une déroute complète et massive. Les reculs de la production furent suivis de timides reprises, et l'économie mondiale s'enfonça progressivement dans un marasme généralisé, dont elle n'est pas sortie aujourd'hui.

La crise pétrolière

Dans la mémoire collective, la crise qui démarra dans les années 1970 trouve ses racines dans la crise du pétrole, dans les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, quand le prix du baril fut multiplié par 4,5 en 12 mois, en 1973-1974, puis de nouveau 2,5 en deux ans, en 1979-1981.

La crise du pétrole ne représente en réalité qu'un aspect d'une crise bien plus globale, les chocs pétroliers s'inscrivant dans l'enchaînement des nombreux événements des années 1960 et 1970 en réaction à l'effondrement du taux de profit. La crise était l'aboutissement du développement capitaliste d'après-guerre. Mais en rendant responsables

de la crise les pays producteurs de pétrole, essentiellement alors des pays arabes, les journalistes et politiciens pouvaient invoquer des causes exogènes au système capitaliste, susceptibles de le dédouaner, alors qu'en réalité, les chocs pétroliers ne furent qu'une conséquence puis un accélérateur d'un processus déjà en marche.

Aux États-Unis, la production de pétrole était de moins en moins rentable. Elle avait même commencé à diminuer en 1971. Bien avant le choc de 1973, l'administration Nixon expliquait que les prix du pétrole étaient « *trop bas* » et qu'il était « *nécessaire de les augmenter* » face aux ressources « *limitées* ». Il fallait rentabiliser la production américaine mais aussi financer les investissements considérables que les compagnies devaient faire pour exploiter de nouveaux gisements en mer du Nord ou dans le golfe du Mexique, des gisements dont les coûts de production étaient beaucoup plus élevés que ceux des pays pauvres et qui n'auraient de toute façon pas été rentables sans des prix de vente élevés.

De leur côté, les pays de l'Opep (Organisation des pays producteurs de pétrole) voyaient leurs revenus grignotés par la baisse du dollar après la fin de sa convertibilité en or en 1971 et l'adoption du régime de changes flottants en mars 1973. La guerre du Kippour opposant Israël à l'Égypte et à la Syrie en octobre 1973 leur donna l'occasion d'augmenter le prix affiché du baril de brut de 70 %.

Les sept *majors*, les sept plus grandes compagnies pétrolières assurant 80 % des exportations mondiales à elles seules, répercutèrent bien évidemment les hausses du brut sur les prix. Cela leur permit d'ailleurs de publier, au plus

fort de la crise de 1973-1974, des bénéfices records. Ceux d'Exxon augmentèrent de 80 % par rapport à l'année précédente, grâce à la plus-value considérable réalisée sur ses stocks achetés avant le choc. Dans les pays occidentaux, on organisa la panique. Richard Nixon apparut à la télévision, le 27 novembre 1973, épuisé, butant sur les mots, pour déclarer : « *Les États-Unis vont avoir à affronter les restrictions d'énergie les plus sévères qu'ils aient jamais connues, même pendant la Seconde Guerre mondiale.* »

Alors qu'entre 1960, date de sa création, et 1971, l'Opep ne fut jamais en mesure d'arracher une seule hausse des prix du pétrole, même de quelques centimes, il devint subitement pour la presse occidentale un « cartel » dictant sa loi. Pour les consommateurs, les files d'attente aux stations-service se multiplièrent et les prix s'envolèrent.

Durant toute cette période, les *majors* bénéficièrent de l'appui intéressé de l'État américain. La production de pétrole sur le sol américain, handicapée par des coûts d'exploitation plus élevés que ceux du Moyen-Orient, et qui la rendaient souvent déficitaire, devint elle aussi rentable.

Mais d'une façon générale, les deux chocs pétroliers ne profitèrent pas qu'aux trusts pétroliers. L'ensemble des trusts impérialistes y trouva son compte. Car une bonne partie des revenus pétroliers des pays producteurs reprirent le chemin des pays impérialistes, sous la forme de commandes d'État, d'armes en particulier ou encore sous la forme des fameux « pétrodollars », c'est-à-dire de liquidités s'investissant sur les places financières occidentales.

Chapitre II

De la crise au marasme généralisé

Les États face à la crise

Selon les économistes keynésiens ou post-keynésiens en vogue jusqu'au début des années 1970, les économies des pays riches pouvaient atteindre un chômage relativement bas au prix d'une inflation modérée au travers d'une politique de dépenses publiques et d'incitations à l'investissement des entreprises, notamment en offrant à celles-ci des taux d'intérêt bas.

Dans les années 1970, ces politiques échouèrent. Dès la fin des années 1960, commencèrent à se combiner durablement inflation et chômage. Avec les crises des années 1970, se creusèrent les déficits publics mais globalement, l'économie capitaliste ne put se remettre sur les rails du développement qu'elle avait connu après la guerre. Le chômage ne se réduisit pas, l'inflation augmenta.

L'inflation est un phénomène qui accompagna tout le développement des Trente Glorieuses. Elle était le fruit de l'intervention des États dans l'économie, dont le résultat fut de gonfler la masse monétaire en circulation. L'inflation était alors rampante : 1,3 % aux États-Unis dans les

années 1960, 6,2 % au Japon, 2,8 % en RFA ou 3,8 % en France.

À partir de 1970, l'inflation s'accrut fortement. En 1970, elle avait déjà triplé aux États-Unis, doublé en RFA. Dès avant le déclenchement de la crise, l'inflation était alimentée par les déséquilibres grandissants de l'économie capitaliste. Ainsi la dette des entreprises, conséquence des investissements nécessaires pour faire face à une concurrence plus soutenue, s'envola dans la deuxième moitié des années 1960. L'économie capitaliste vivait de plus en plus à crédit. Du fait de ces crédits, la monnaie en circulation augmentait plus vite que la production de marchandises. La monnaie se dépréciait.

Avec la crise pétrolière, l'inflation s'envola pour une autre raison : la hausse des cours pétroliers se répercutait sur les prix des marchandises dont la production exigeait directement ou indirectement du pétrole ou de l'énergie. L'augmentation des prix des produits pétroliers représentait en France un surcoût de 35 milliards de francs, 3,5 % du PIB. Mais ce n'étaient pas les seuls. En deux ans, entre 1972 et 1974, les prix augmentèrent du double pour le coton, du triple pour les produits non ferreux, du quadruple pour le caoutchouc. Toute l'économie fut, dans la foulée, impactée. En France, en 1973, l'inflation passa de 4 % à 8 %. Un an plus tard, elle était de 13 % pour les biens de consommation, 19 % pour les biens industriels.

Face à la crise, la politique des gouvernements des pays capitalistes les plus riches varia fortement dans le temps. Quand l'inflation s'envola en 1973-1974, ils cherchèrent

d'abord à la juguler : ils restreignirent l'accès au crédit et les dépenses budgétaires. Mais devant l'ampleur de la récession de 1975, les reculs importants de la production, les faillites industrielles et commerciales, la plupart annulèrent les dispositions précédentes et prirent des mesures de relance.

Aux États-Unis, en Allemagne, au Japon, les déficits publics explosèrent. Les sommes injectées dans l'économie par les États étaient sans commune mesure avec celles du New Deal, 40 ans plus tôt. Cette politique permit de stopper la récession, de la limiter en durée et en profondeur. Elle ne permit cependant pas de faire disparaître le chômage et encore moins de renouer avec le développement des années 1950 ou 1960. Et elle eut pour conséquence d'accélérer l'inflation et de poser de nouveaux problèmes aux États.

En France, après l'élection présidentielle de 1974, furent adoptées les mesures dites de « *refroidissement* » du plan Fourcade. Il s'agissait surtout de lutter, comme ailleurs, contre l'inflation et le déficit extérieur. L'inflation amputait le revenu des couches populaires et freinait la production de biens de consommation, elle favorisait aussi les importations en provenance de pays où l'inflation était moindre.

En fait de refroidissement, les mois qui suivirent le plan Fourcade furent ceux d'une récession d'ampleur : les importations reculèrent certes de 10 % mais la production recula de 3 % et les investissements de près de 5 %... La hausse des prix était moindre qu'en 1974, mais restait élevée, à plus de 9 %. Le chômage atteignit plus d'un million

de personnes. À l'approche des élections de 1976, le gouvernement Chirac décida de changer complètement de politique et de mettre en œuvre deux plans de relance, d'inspiration keynésienne, correspondant à l'injection dans l'économie de sommes correspondant à 2,2 % du PIB de 1975, comprenant 15 milliards de francs pour des grands travaux, comme le TGV, 5 milliards d'augmentation des allocations sociales et 18 milliards de baisses d'impôts afin de générer du pouvoir d'achat. Le smic fut aussi augmenté mais moins que l'inflation.

En 1976, la croissance revint mais le chômage continua à progresser et l'inflation s'accéléra. La relance keynésienne était manifestement un échec.

Sur le terrain des changes, le franc fut affaibli et objet de spéculation, le conduisant à la dévaluation. À l'été 1976, le gouvernement Barre changea de nouveau de politique pour appliquer un plan d' « *assainissement* ». Barre affirma que « *la France vit au-dessus de ses moyens* ». La priorité était de freiner la demande des ménages et de rétablir les profits des entreprises, les mesures associaient contrôle des prix et des salaires, hausse des prélèvements sur les couches populaires, de la vignette automobile et des taxes sur le carburant et l'alcool, augmentation de l'impôt sur le revenu de 4 à 8 points...

Dans les années 1970, la dette des États suivit le même chemin que l'inflation. En France, alors que les budgets publics étaient globalement équilibrés jusqu'au début des années 1970, ils furent à partir de 1974 constamment en déficit. Aux États-Unis, la situation se dégrada tout au long

des années 1970. Allègements fiscaux, baisses d'impôts pour les plus riches sous prétexte de favoriser les investissements, programmes militaires, subventions à l'industrie, rachats d'entreprises à la dérive et restructurations aux frais de la collectivité : dans tous les pays industrialisés, l'endettement permit à la bourgeoisie d'amortir la crise en l'empêchant de se transformer en déroute complète.

Les États comptaient en réalité sur le retour d'une véritable croissance pour financer les dépenses de la relance. Cette croissance n'était pas au rendez-vous. Or pour financer l'endettement, il fallait emprunter, et pour emprunter, il fallait attirer les capitaux avec des taux d'intérêt supérieurs à l'inflation. Tous les États en concurrence les uns avec les autres durent relever les taux directeurs de leur banque centrale – les taux qui déterminent, en partie, les taux d'intérêts que pratiquent les banques entre elles et avec les industriels. La hausse de ces taux renchérissait à son tour les coûts de production des industriels qui empruntaient pour leur activité. Cela faisait monter les prix, amputait le pouvoir d'achat des couches populaires, réduisait le marché solvable et aggravait la crise dans une spirale sans fin.

Pour les capitalistes cependant, jusqu'en 1980, les taux restèrent soutenables car du fait de la forte inflation, les taux réels (inflation déduite), s'ils progressaient, restaient relativement bas. Pour sortir de la crise et de la spirale inflationniste, la FED, la banque centrale américaine, rompit en 1980 et en 1981 avec les politiques de relance. Elle fit passer les taux directeurs de 11 % en 1979 à plus de 20 %. L'effet fut immédiat : l'accès au crédit étant freiné, la masse

monétaire en circulation diminua, l'inflation décrut mais l'économie américaine, et à la suite, celle du monde, cala.

Le dollar étant la monnaie mondiale, les conséquences internationales furent lourdes. L'Europe, qui voyait ses capitaux filer en zone dollar, releva aussi ses taux. Dans tous les pays industrialisés, en 1982 et 1983, la production chuta brusquement, comme en 1975. Une nouvelle vague de licenciements frappa la classe ouvrière et l'austérité fut de rigueur pour les couches populaires.

En France, en Allemagne, aux États-Unis, le taux d'emploi de la population baissa de 4 à 6 points entre 1979 et 1983, signifiant par là une mise au chômage en quelques années de millions de travailleurs supplémentaires. En France, l'industrie supprima à elle seule 110 000 emplois par an entre 1980 et 1986, 165 000 par an en 1992 et 1993.

La crise était durablement installée.

Dès la fin des années 1970, les capitalistes cherchèrent d'autres débouchés pour les profits qu'ils continuaient à faire. Les États du tiers-monde furent les premières victimes de la finance, les marchés leur prêtant des capitaux avec lesquels ils achetaient armes et constructions de prestige. Dans ces pays, les conséquences de la crise furent terribles.

Le dollar, qui baissait au début des années 1970, s'envola à la fin de la décennie avec la hausse des taux. La dette des pays pauvres, libellée en dollars, suivit le même chemin.

Le premier pays frappé fut le Mexique. Au mois d'août 1982, il se déclara en faillite. Suivront de nombreux autres pays du tiers-monde, obligeant d'ailleurs

les États-Unis à intervenir, les banques américaines qui avaient prêté aux pays pauvres se retrouvant en danger.

***

L'une des dernières tentatives de relance fut celle de la France, après l'élection de François Mitterrand en 1981 : nationalisation des entreprises au bord de la faillite, embauches dans les services publics, revalorisation du smic et des prestations sociales, hausse des investissements des administrations et des aides au logement et à l'industrie. Cette relance équivalait à 1,7 % du PIB, seulement les trois quarts de celle de Chirac en 1975. L'intervention de l'État sauva sans doute quelques familles bourgeoises (36 banques, 5 groupes industriels – armement, sidérurgie, électronique – et 2 compagnies financières furent alors nationalisés) mais ne remit pas plus qu'en 1976 l'économie sur la voie du développement. La croissance n'était que de 2,5 %, le chômage ne descendit pas vraiment, se stabilisa à 1,7 million de chômeurs, les investissements continuaient à baisser et les profits étaient au plus bas.

C'est qu'une partie des sommes injectées par l'État français profita en fait à la concurrence étrangère, ce que mesurait alors le déficit croissant de la balance commerciale. L'autre partie était thésaurisée par la bourgeoisie française. Cette politique fut donc un échec.

De plus, la nouvelle récession, partie des États-Unis en 1982, bouscula l'économie mondiale. Le gouvernement français se mit avec quelque retard à l'unisson de ses homologues et la relance laissa place à la rigueur de 1983 : hausse

du prix de l'énergie, de la vignette, rigueur salariale avec des augmentations inférieures à l'inflation, restauration des profits. L'ensemble de ces ponctions est estimé à 2 % du PIB de l'époque, des sommes supérieures aux mesures du plan de relance de 1981.

Les entreprises nationalisées, restructurées par l'État, furent de nouveau privatisées à partir de 1986.

Pendant toute cette période, les gouvernements furent pris sous une double contrainte : la récession d'un côté, l'inflation de l'autre. Pour éviter que la récession ne dure et ne s'approfondisse, il fallait injecter dans l'économie des sommes considérables, mais ces sommes alimentaient l'inflation et la dette sans susciter de réelle reprise. C'est que sur le fond, l'économie capitaliste était dans une impasse. Les sommes injectées pour fournir des allocations aux chômeurs, par exemple, permettaient de soutenir la consommation des masses et donc la production d'un certain nombre de biens. Elles avaient donc un rôle économique. Elles freinèrent la récession et évitèrent que la crise ne prenne le chemin de l'effondrement de 1929.

Mais les aides diverses faites aux entreprises n'entraînèrent pas une relance de leurs investissements. Pour que les capitalistes, dans leur ensemble, investissent, il faut d'une part qu'ils soient convaincus qu'un marché solvable pour leur production existe, et d'autre part que le profit attendu de la production soit suffisamment élevé.

La crise des années 1970 était la conséquence d'une saturation globale des marchés, d'une surproduction, et d'un taux de profit en chute, à l'échelle de la planète. Une

véritable reprise ne pouvait pas intervenir sans que les causes de la crise soient éliminées, sans que les capacités de production excédentaires disparaissent et sans que le taux de profit ne soit rétabli à un haut niveau. Les interventions des États dans les années 1970 furent même, de ce point de vue, contreproductives. En évitant la débâcle, en nationalisant les entreprises boiteuses, en évitant que d'un coup des millions de travailleurs ne se retrouvent sans travail, ce qui aurait créé à la bourgeoisie d'autres problèmes politiques, les États limitèrent les effets de la crise. Mais les capacités de production excédentaires ne disparurent pas, contrariant toute reprise en masse des investissements.

Les États, via les banques centrales, soutinrent les grandes banques malgré les pertes colossales qu'elles enregistraient. Ce soutien aux grandes banques fut décisif. Elles continuèrent à allouer des crédits à nombre de banques secondaires et de trusts au bord du gouffre, évitant à tant de grandes entreprises la faillite pure et simple. En fait, par l'intermédiaire de ces banques, les grandes entreprises avaient la garantie de l'État.

Une reprise générale de l'économie capitaliste, sur des bases techniques supérieures, ne pouvait avoir lieu, simplement parce que l'ancien capital, tout en réduisant progressivement sa voilure, en étalant les licenciements année après année, se maintenait globalement. Le taux de profit ne put remonter dans les années 1980 qu'avec la guerre sociale menée aux travailleurs.

Avec une consommation en recul, des marchés qui se bouchaient, il ne fallait pas s'attendre à ce que les profits

des entreprises se réinvestissent en masse dans l'industrie. Ce furent la finance et les placements à court terme qui devenaient le principal champ d'investissement, à la source des bulles et des krachs des années 1980 à 2000.

À partir de la fin des années 1970, les politiques de relance keynésiennes furent considérées par les classes dirigeantes des pays riches comme des échecs. Cela confirmait au passage que le temps de la croissance économique combinant profits et plein emploi était révolu. Chez les économistes, Keynes laissait la place à Milton Friedman et à ses théories monétaristes. Il s'agissait désormais en priorité de terrasser l'inflation, de restaurer les profits des entreprises et de renverser la tendance à la hausse de la part qui revient aux salaires dans la richesse produite. Si l'intervention de l'État n'était pas capable de faire cela, restait à laisser faire les marchés, dont l'importance fut dès lors grandissante. À l'inverse des politiques keynésiennes qui faisaient largement appel à la planche à billets, la doctrine monétariste incitait les gouvernements à réduire la quantité de monnaie en circulation, en pratiquant l'austérité. L'outil monétaire principal des banques centrales devint la variation des taux d'intérêts qu'elles ajustaient en fonction des besoins.

L'ouverture des marchés et la financiarisation

Dans cette situation de marasme prolongé, les profits générés par l'exploitation industrielle et commerciale ont cherché à s'investir dans d'autres secteurs que la production industrielle.

Le taux d'investissement brut annuel passa de 26,7 % du PIB en moyenne sur la période 1961-1970 à 25,2 % pour 1971-1980, puis 20,9 % pour 1981-1990. Les dividendes versés par les entreprises suivirent le chemin inverse : ils représentaient les deux tiers des bénéfices en 2012 contre un quart seulement en 1970.

Comme souvent lors des crises, les capitaux qui ne s'investissaient pas dans l'économie productive se sont tournés vers l'activité purement financière. Les États trouvèrent un autre intérêt à favoriser cette activité financière. Il fallait qu'ils financent leurs activités, leur politique de soutien à l'économie, à un coût raisonnable. Or du fait du chômage, des plans de sauvetage industriel, des nationalisations, des baisses d'impôts... la dette publique s'envolait.

Entre la fin des années 1970 et 1985, elle était passée de 15 % du PIB à 24 %. La charge de la dette – les taux d'intérêts avoisinant alors 13 % sur des emprunts à dix ans – était difficilement supportable pour un État, d'autant que l'inflation fut effectivement ramenée à quelques pourcents à partir du milieu des années 1980. Avec une faible inflation, les taux d'intérêts élevés posaient aussi un problème aux entreprises en recherche de crédits.

Ainsi la libéralisation des marchés financiers répondit-elle à plusieurs nécessités, du côté de la bourgeoisie, à la tête de capitaux en mal de placements et éventuellement en besoin de financement, et du côté des États à la recherche de capitaux abondants et bon marché.

Les quantités de capitaux disponibles permirent aux opérations financières de se multiplier. Les années 1980

furent celles des « fusions-acquisitions » où de grands groupes prirent le contrôle d'entreprises existantes en les rachetant, entraînant souvent la fermeture d'usines et la mise à la porte de milliers d'ouvriers. Par exemple BSN-Gervais-Danone croqua la Générale Biscuit. Le trust du bâtiment et des travaux publics Bouygues engloutit en trois ans le premier groupe constructeur français de routes Screg-Colas, des entreprises de distribution d'eau et d'électricité, et un gros paquet d'actions de Spie Batignolles... Les années 1980 furent aussi celles de la libéralisation, de la déréglementation des marchés financiers. Il s'agissait d'enlever le maximum d'entraves ou de contrôles aux échanges de capitaux à travers la planète, afin de baisser le coût des transactions et d'attirer les capitaux.

En France, par exemple, la gauche au gouvernement encouragea la Bourse, en prenant une série de mesures pour faciliter son accès aux entreprises, encourageant tous ceux qui avaient de l'argent à placer à se tourner vers les actions et obligations. Jusqu'en 1983, il n'y avait qu'un seul marché boursier pour échanger les actions des grandes entreprises et les obligations provenant d'emprunts d'État. En 1983, le gouvernement ouvrit un « second marché » réservé aux entreprises de taille moyenne. Puis d'autres, dont le Matif, le Monep en 1986 et en 1988.

Avec la crise, la finance a pris un poids jamais atteint dans toute l'histoire du capitalisme.

À partir de 1983 les entreprises, grâce au blocage des salaires, aux licenciements, à la pression du chômage et aux aides de l'État déclarèrent de nouveau des bénéfices

records : la vente des actions en Bourse explosa. L'effervescence boursière fut accompagnée par l'État, toujours prêt à répondre aux besoins du patronat. Le gouvernement finança aussi son déficit budgétaire en augmentant considérablement l'émission d'obligations. D'autre part, les privatisations de grandes entreprises françaises comme France Telecom accrurent le nombre d'actions échangées sur le marché.

En 2005, la finance représentait 98 % des échanges mondiaux quand le commerce et l'industrie n'en représentaient plus que 2 %. La Bourse redevint ce qu'elle était à la fin du 19e siècle ou à la fin des années 1920 aux États-Unis : un haut lieu de la spéculation et des opérations à court-terme – acheter pour vendre plus cher, parier à la hausse, ou à la baisse, sur les actions, les obligations, les produits dérivés, etc.

Les opérations financières ne se limitèrent pas à la Bourse. Les Bourses sont des marchés réglementés, contrôlés. Mais d'autres marchés prirent de plus en plus d'importance, des marchés non officiels sans pour autant être illégaux, où les transactions se font directement entre institutions financières (banques, assurances...), les marchés dits de gré à gré. Les transactions s'y font dans l'ombre. Ils sont réservés aux très gros investisseurs, aux banques, aux assurances, aux fonds d'investissements qui y spéculent sur des produits financiers de plus en plus sophistiqués, les produits dérivés, des assurances sur le paiement de telle ou telle dette, ou sur la montée ou la chute des matières premières.

Le marché sur lequel s'achètent et se vendent les dettes des États est le marché dit de la « dette souveraine ». La spéculation consiste à y parier sur la capacité des États emprunteurs à honorer les échéances de leur dette. Les taux d'intérêt auxquels ils sont soumis sont déterminés par ces paris. La dette des États est un placement de choix pour les capitalistes en recherche d'investissements pour leurs capitaux. À chaque crise, pour sauver le système de la faillite, les dettes des États se sont accrues, entraînant avec elles une spéculation effrénée sur ce marché de la « dette souveraine ».

L'un des marchés qui prit une importance croissante dans les années 1970 fut celui des devises, des monnaies, un marché de gré à gré où une entreprise ou une banque qui désire effectuer une opération de change se met en relation directe avec une autre banque. Ce marché des devises est l'un des plus spéculatifs.

En 2011, sur 100 transactions sur les devises, une seule correspondait à un échange commercial réel. Dix mille fonds spéculatifs, à la tête seulement de 1 700 milliards de capitaux, y spéculaient en empruntant largement eux-mêmes sur les marchés. Ils étaient responsables à eux seuls de la moitié des 4 000 milliards de dollars de transactions quotidiennes.

En 2011, toujours, deux ans seulement après la crise financière de 2009, la puissance de ces acteurs sur tous ces marchés financiers (grandes banques, grandes compagnies d'assurance, fonds d'investissement) était considérable, dépassant de loin les capacités des États. Leurs « actifs »

– les sommes d'argent qui font leur puissance – étaient avec 95 000 milliards de dollars de deux fois la valeur totale de toutes les actions cotées sur toutes les Bourses de la planète (50 000 milliards de dollars).

Une dynamique inversée

Le taux de profit, baromètre de la dynamique du capitalisme, est le ratio entre la plus-value extorquée aux travailleurs et le capital investi. Si la productivité n'augmente pas, ou si elle augmente moins, les capitalistes n'ont d'autre choix pour maintenir ou augmenter leur taux de profit que d'aggraver l'exploitation des travailleurs. Or, si la période d'expansion des années 1950 et 1960 fut caractérisée par des gains de productivité élevés permettant de combiner taux de profit élevé et hausse des salaires, ces gains n'ont cessé de diminuer depuis.

Dans les pays industrialisés, ces gains étaient compris entre 2 % et 3,5 % par an entre 1960 et 1973. Ils diminuèrent de moitié entre 1974 et 2007 et de moitié encore depuis. Cela ne signifie pas que la société capitaliste n'est pas capable de susciter des innovations techniques majeures. Celles-ci n'ont pas cessé. Électronique, informatique, robots, intelligence artificielle, la science et les techniques progressent à grand pas. Mais force est de constater que ces progrès ne se traduisent pas en gains de productivité. Le capitalisme est incapable de les mettre massivement en œuvre, parce que les capitalistes n'y trouvent pas suffisamment d'intérêt, de profits à faire ni de marchés suffisamment vastes et solvables à satisfaire. Ils mettent en

œuvre, en masse, ces nouvelles technologies uniquement quand ils ont la certitude qu'à terme, elles seront moins coûteuses que les travailleurs dont le prix a considérablement baissé sur le marché. On ne licencie pas les robots, tandis que le salariat possède pour les capitalistes une vertu inestimable : la possibilité de pouvoir interrompre à tout moment un contrat de travail. Cela ne veut pas dire que les entreprises n'utilisent pas de nouvelles technologies. Mais leur usage est bien en-deçà de ce qu'il pourrait être. Et elles ne servent pas forcément à étendre la production, faute d'un marché solvable en extension comme dans les années 1950, mais souvent à la diminuer, pour s'adapter au marché tout en supprimant massivement des emplois et en extirpant des travailleurs non licenciés encore plus de plus-value.

Avec le ralentissement des gains de productivité et de la consommation des masses, le capitalisme est retombé dans une ornière dont il semble bien incapable de sortir. Il semble s'acheminer vers ce que certains ont appelé une « stagnation séculaire ».

Que ce soit dans le secteur des biens de consommation, en relation étroite avec la part des salaires dans l'économie, ou celui des biens de production, dont l'état dépend des investissements, le capitalisme a bouché son propre avenir. Les moyens de production sont à la hauteur des marchés solvables. Et il ne se dégage pas de nouveaux marchés suffisamment vastes pour inciter les capitalistes à investir massivement. C'est pourquoi les investissements n'ont pas cessé de ralentir depuis les années 1970.

Aux États-Unis, la formation nette de capital fixe des entreprises du secteur privé (une catégorie des statistiques officielles qui donne une idée des investissements dans de nouveaux moyens) a été divisée par deux depuis la crise des *subprimes* en 2008. En France, elle a été divisée par trois entre le milieu des années 1970 et aujourd'hui. En Allemagne, par plus de quatre.

Le résultat de cette chute progressive des investissements est que l'accumulation du capital a considérablement ralenti.

En France, le rythme d'accumulation du capital, mesuré par la variation de ce que la statistique nomme « le stock de capital fixe net », a été divisé par trois entre les années 1960 et aujourd'hui. Une telle évolution s'opère dans tous les pays impérialistes. Elle est pire en Allemagne, au Japon, moindre aux États-Unis où le rythme d'accumulation ne diminue que d'un tiers. Tout cela veut simplement dire que l'accumulation de moyens de production a sérieusement ralenti, les entreprises utilisant plus longtemps leurs machines, les usant jusqu'à la corde.

L'autre aspect de cette crise qui dure, c'est que l'État a progressivement réorienté le flux de ses propres investissements ou des achats militaires vers les aides financières aux entreprises, des aides qui alimentent directement les profits de la classe capitaliste.

Aux États-Unis, en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni, la part des investissements publics dits « nets » dans la richesse produite a été divisée par deux ou trois, voire bien plus dans certains pays.

Les États construisent ainsi de moins en moins d'infrastructures, utilisant celles réalisées lors des Trente Glorieuses ou à la fin de celles-ci, que ce soient des ponts ou des centrales nucléaires, au-delà des limites raisonnables, quitte à prendre des risques inconsidérés.

Le ralentissement général de l'économie capitaliste se mesure aussi au travers des variations du produit intérieur brut (PIB). Ce que mesure le PIB est très discutable. Mais ses variations donnent une idée de la dynamique de l'économie capitaliste.

De 1960 à 1973, la croissance moyenne du PIB en valeur constante (inflation déduite) était par an de 4,4 % aux États-Unis et en RFA, 5,7 % en France, 9,4 % au Japon. La croissance était d'autant plus importante que le niveau de départ, au lendemain de la guerre, était loin de l'économie la plus en pointe, celle des États-Unis. Ces taux de croissance exceptionnels résultaient en effet d'abord du rattrapage du retard pris avec la Seconde Guerre mondiale.

La crise des années 1970 eut un double effet. Non seulement les taux de croissance baissèrent considérablement dans tous les pays industrialisés, pour osciller entre 2 et 3 % par an entre 1974 et 2007, mais les pays où les taux étaient les plus élevés avant 1974 les virent passer en dessous de ceux des États-Unis, démontrant ainsi que les États-Unis dominent toujours le monde et que dans cette période de marasme généralisé, ils produisent plus de richesses que tous les autres.

De 2008 à nos jours, la croissance annuelle du PIB s'établit en moyenne à 1,7 % aux États-Unis, 1 % en France, 1,4 % en Allemagne, 0,6 % au Japon, s'approchant de plus en plus du simple rythme de l'accroissement démographique, en dessous duquel il y aurait, par habitant, moins de richesses produites d'une année sur l'autre.

Chapitre III

Le rétablissement des profits

Une offensive généralisée contre la classe ouvrière

La crise des années 1970 a profondément changé les conditions de vie des travailleurs et les rapports entre les classes sociales. Pour maintenir leurs profits malgré le ralentissement général de l'accumulation du capital, les capitalistes ont mené à la classe ouvrière une véritable guerre sociale, marquée par le retour du chômage de masse, le recul du niveau de vie. Les attaques ont été directes : sur l'emploi, les salaires ; ou indirectes, au travers des attaques contre la Sécurité sociale, les retraites, les services publics, des dispositifs jugés nécessaires aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale mais qui sont, en ces temps de chômage de masse, rognés année après année.

Dans les entreprises, l'intensification de l'exploitation se fit de multiples manières, par l'introduction du flux tendu, puis du *lean management* – cherchant à éliminer tout instant improductif – de la réduction des pauses, de la flexibilité à tous les étages.

Si d'un côté les usines ont intégré des robots ultra-performants à certaines étapes, des machines éliminant nombre d'ouvriers et d'opérateurs, d'un autre côté bien des postes difficiles sont tenus par des intérimaires, ou sous-traités à des fournisseurs sous-payés.

Dans tous les pays industrialisés, le chômage de masse prit son essor au milieu des années 1970.

Les chiffres officiels en Europe ou aux États-Unis ne donnent qu'un aperçu de la réalité, ils sont biaisés par le fait que le taux officiel se rapporte à la force de travail considérée comme disponible.

Mais globalement, la montée du chômage fut un mouvement d'ensemble dans les années 1980 et 1990. En France, le taux de chômage tripla au tournant des années 1980 pour doubler encore et s'établir à près de 11 % dans les années 1990. L'évolution fut similaire dans tous les pays d'Europe.

De la fin des années 1970 aux années 1990, l'offensive des capitalistes contre les travailleurs fut épaulée par la politique des gouvernements de tous les pays industrialisés qui, dans les secteurs qu'ils nationalisèrent, licencièrent et fermèrent des usines à tour de bras. Dans bien des pays, ceci ne fut possible que grâce à la collaboration, voire la participation active, décisionnaire, des partis de gauche.

En France, en février 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy acheva la nationalisation de la sidérurgie entamée par la droite en 1978. En juin 1982, un plan « aciers spéciaux » prévoyait la suppression de 12 000 emplois, mais deux ans plus tard, le 29 mars 1984, le gouvernement révisait le plan acier et annonçait 10 000 suppressions d'emplois

de plus et signait l'arrêt de mort des bassins sidérurgiques de Longwy, Denain et Neuves-Maisons. Trente milliards de francs étaient apportés par l'État pour moderniser les installations survivantes. Ces suppressions massives d'emplois furent décidées par un gouvernement « de gauche » auquel participait le PCF. Dans la sidérurgie, les licenciements ne s'arrêtèrent pas là : dans la seule Lorraine, les effectifs de la sidérurgie furent divisés par 10 entre la fin des années 1960 et la fin des années 1990[8].

Régulièrement, ces plans de licenciements étaient accompagnés de plans de subventions, des milliards de francs destinés à « soutenir » les industriels pour qu'ils puissent réorganiser à l'échelle mondiale les secteurs qu'ils n'avaient pas fermés.

Aux États-Unis, depuis les années 1960, les chiffres officiels du chômage oscillent entre 4 % et 10 % de la main-d'œuvre dite disponible. Ces taux, très contestables, doivent être appréciés en tenant compte de l'évolution démographique. Aux États-Unis, la population est passée de 180 millions d'individus en 1960 à 280 millions en 2000 et la main-d'œuvre disponible de 73 millions à 144 millions. Sont de plus exclus de la statistique officielle américaine des millions de gens malades, occupés à la maison, en formation, en pré-retraite ou en retraite, ou tout simplement découragés de chercher un travail. Au total, en 2014, 87 millions d'Américains âgés de plus de 16 ans et de moins de 64 ans n'étaient pas considérés comme membres de la force de travail. Même en retranchant 14 millions de jeunes de

8 Joël Creusat, *La Lorraine face à son avenir*, Insee, 2003.

moins de 24 ans, on peut considérer qu'il faut ajouter aux chômeurs officiels des dizaines de millions d'Américains exclus y compris des statistiques du chômage.

Contrairement à leur évolution pendant les Trente Glorieuses, les salaires dans les pays industrialisés ne suivirent plus la hausse de la productivité. À l'exclusion de ceux des cadres dirigeants, ils furent brutalement freinés à partir des années 1980.

Ainsi aux États-Unis, de 1973 à 2016, alors que la productivité du travail continua bon an mal an de progresser, la hausse des salaires des travailleurs de production fut inférieure de moitié à cette hausse de la productivité[9]. En Europe, entre 1981 et 2009, les salaires réels augmentèrent en moyenne des deux tiers de la productivité. Partout, les gains de productivité alimentèrent en fait directement les profits.

Le résultat de cette guerre sociale pour rétablir le taux de profit se lit dans les statistiques de la bourgeoisie. Dans l'édition 2019 de *L'économie mondiale* produite par le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), on peut lire que la part des salariés dans la valeur ajoutée a baissé depuis le début des années 1980.

L'Europe et les États-Unis enregistrent une baisse de cette part, comprenant salaires et cotisations sociales, respectivement de 68 % à 60 % et de 65 % à 58 %. Cependant, il est à noter que le recul de la part des salaires ne s'est pas

9 A. M. Stansbury et L. H. Summers, *Productivity and Pay : Is the link broken ?*, *NBER Working Paper* n° 24165, décembre 2017.

produit à la même période selon les pays. C'est le résultat des conditions économiques et des politiques particulières.

Au Royaume-Uni, la baisse s'est produite dans les années 1970. En France et en Allemagne, la part des salaires a perdu près de trois points tous les dix ans en moyenne depuis 1980. Aux États-Unis, la chute brutale se fait plus tardivement, à partir des années 2000. De plus, cette statistique masque des disparités, le recul de la part des petits salaires y est partiellement compensé par l'envolée des salaires des cadres et des hauts cadres américains. En ne comptant que les salaires des ouvriers et des employés, le recul de la part des salaires est environ deux fois plus important.

Le chômage de masse et le blocage des salaires dans les pays industrialisés font partie des moyens, essentiels, par lesquels la bourgeoisie restaura en quelques années le taux de ses profits. Avec des marchés saturés, les gains de productivité, même réduits, furent affectés aux profits : les investissements permirent aux capitalistes de produire autant tout en réduisant le nombre d'emplois et donc la part des salaires.

Finalement, entre 1980 et 2015, les économistes du CEPII[10] mesurent une augmentation du rendement réel du capital de 21 % en Europe et 25 % aux États-Unis, illustrant le redressement du taux de profit des entreprises, et cela malgré la crise et les multiples krachs des années 1980 et 2000.

10 Sophie Viton et Antoine Vatan, *Partage de la valeur ajoutée, une déformation au détriment du travail* », dans I. Bensidoun et J. Couppey-Soubeyran (dir.), *Carnets graphiques*, CEPII, Paris, avril 2018, p. 80.

L'intégration accélérée de l'économie à l'échelle de la planète

Pour restaurer ses profits, la bourgeoisie n'a pas seulement fait payer les classes populaires des pays industrialisés. Elle a, comme toujours, mis à contribution toute la planète et cela de plusieurs manières. Pour tenter de résoudre la contradiction de fond entre des marchés trop étroits et des capacités de production sans cesse grandissantes, la bourgeoisie chercha à créer des marchés unifiés sur des échelles plus larges. Le développement de ces marchés se fit à des échelles régionales et au moyen d'une série d'accords de libre-échange : Union européenne, Accord de libre-échange nord-américain, Mercosur... Certains de ces accords étaient déjà en gestation dans les années 1960. Le déclenchement de la crise accéléra leur mise en œuvre. Globalement, tous ces accords, négociés sous l'égide des principales puissances impérialistes, devaient offrir aux entreprises un accès à des marchés dont la taille correspondait au développement des capacités de production, permettant la spécialisation des appareils productifs et les rendements d'échelle, avec à la clé, baisse des prix des marchandises et profits accrus. En quelques décennies, les marchés capitalistes passèrent d'une juxtaposition de marchés nationaux à une série de marchés régionaux plus ou moins ouverts.

En complément à ces marchés de plus en plus internationaux, l'internationalisation de la production, rendue possible par la numérisation des échanges, par la baisse du prix des transports, par conteneurs ou par avion, s'est

considérablement développée. Ce fut une des voies par lesquelles les capitalistes baissèrent massivement la part des salaires dans la production et restaurèrent leur taux de profit à partir des années 1980. Cette intégration mondiale de la production peut se mesurer à la part des importations et des exportations dans la production, qui s'est envolée dans chacune des économies des pays industrialisés. Des années 1960 à 2007, la part des importations dans le PIB de ces pays a globalement triplé, résultat de la sous-traitance et de la localisation d'une partie croissante de leur production dans les pays pauvres.

Ainsi, en Corée du Sud, à Hong-Kong, Singapour et Taïwan d'abord, en Chine ensuite, furent implantées les productions ayant besoin de beaucoup de main-d'œuvre, le textile d'abord, l'assemblage électronique ensuite, permettant aux trusts des pays impérialistes de profiter des bas salaires de ces pays.

Cependant, le relatif développement de quelques pays pauvres, de certaines régions de la Chine en particulier, résultat des investissements nécessaires pour répondre à la demande des pays impérialistes, n'a pas modifié la dynamique générale du capitalisme. En fait, ce développement s'est fait essentiellement en direction des marchés des pays industrialisés pour le compte d'industriels de ces pays, qui réussirent ainsi à augmenter leurs profits.

Quant aux gains de productivité, qui se sont envolés en Chine quand les industriels commencèrent à implanter des usines dans les zones franches de la côte est dans les

années 1990, ils baissent depuis le milieu des années 2000, dès avant la crise de 2008.

Conclusion

La dynamique impulsée par la Seconde Guerre mondiale est épuisée, et cela depuis au moins cinquante ans. Et si l'on ne peut dire comme en 1939 que les forces productives ont cessé de croître, il est manifeste que leur croissance a sérieusement ralenti. Alors que les innovations techniques n'ont jamais cessé, ce ralentissement est l'expression de l'obstacle que constitue le capitalisme au développement général de la société humaine. La financiarisation en est le corollaire. Les profits restaurés ne se dirigent plus qu'en faible partie vers la production dont les perspectives sont bouchées. C'est la finance qui les absorbe en masse. La financiarisation est le moyen le plus rentable pour recycler la plus-value extorquée aux travailleurs.

Mais cette financiarisation pose de nouveaux problèmes à la classe capitaliste. La finance doit prélever sa dîme, et les États, mis en concurrence entre eux par les marchés, sont là pour assurer un retour minimum aux financiers. Les intérêts sur les dettes publiques comme les subventions gouvernementales, les aides, les plans de relance, font partie des sources de revenus de la bourgeoisie. Le pillage qu'elle opère sur la société est ainsi collectivement organisé par les États. Tout doit rapporter : la Sécurité sociale, les hôpitaux, les caisses de retraite... Les capitaux en mal de placement se sont immiscés dans nombre de secteurs

jusque-là épargnés. Mais ce n'est pas tout. L'argent qui s'accumule sur les marchés financiers et qui sert à une spéculation toujours plus effrénée rend ces derniers toujours plus instables. La finance est devenue le facteur déclenchant des crises, en 1987, 1997, 2002, 2008. Une nouvelle fois, l'économie capitaliste est dans une ornière dont elle semble bien incapable de sortir.

L'enchaînement des années de développement et de récession permet également de mesurer l'efficacité des politiques publiques. Elles ont sans aucun doute évité que la crise des années 1970 ne soit aussi aiguë que celle des années 1930. Mais elles ont été bien incapables de remettre l'économie capitaliste sur une phase ascendante.

En réalité, ce ne sont pas les politiques publiques qui déterminent la dynamique du capitalisme. Au mieux, elles peuvent permettre aux capitalistes d'exploiter une situation donnée, comme après-guerre. La dynamique du capitalisme est fixée comme depuis ses débuts par le taux de profit et par la capacité de vendre, par l'ouverture des marchés qui permet de convertir les marchandises en argent et d'accumuler du capital. En regard de l'étroitesse des marchés solvables, les forces productives sont aujourd'hui telles qu'elles ne peuvent guère se développer. Même l'intégration des pays du bloc soviétique dans l'économie capitaliste n'a pas entraîné de relance. Le capitalisme a atteint ses limites.

Pour reprendre les mots de Rosa Luxemburg, « *l'accumulation [...] tend à établir enfin la domination absolue et générale de la production capitaliste dans tous les pays et*

dans toutes les branches de l'économie. Mais le capital s'engage ici dans une impasse. Le résultat final une fois atteint – en théorie au moins – l'accumulation devient impossible, la réalisation et la capitalisation de la plus-value deviennent des problèmes insolubles. [...] *L'impossibilité de l'accumulation signifie, du point de vue capitaliste, l'impossibilité du développement ultérieur des forces de production et donc la nécessité objective de l'effondrement du capitalisme.* »

Il y a peu, un banquier, Patrick Artus, constatait que « *la dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx* ». Il notait « *une baisse de l'efficacité des entreprises* », c'est-à-dire une baisse du taux de profit moyen dans l'économie. Il constatait que pour maintenir leurs marges malgré tout, les capitalistes compriment les salaires « *jusqu'au salaire de subsistance* ». Dans le même but, les plus riches d'entre eux se lancent « *dans des activités spéculatives qui font apparaître des crises financières* ». Et effectivement, la restauration du taux de profit s'est faite en réduisant les capacités de consommation des masses, en réduisant les marchés solvables et en rendant les investissements plus incertains, donc plus restreints. Le frein mis sur les investissements, le ralentissement de l'accumulation du capital et en fait de toute l'économie sont les traits caractéristiques de la production capitaliste aujourd'hui. Le capitalisme n'en est pas globalement plus stable.

Outre la menace que fait peser la financiarisation sur toute l'économie, les tensions accumulées dans la société du fait de la crise permanente sont lourdes de conséquences. La montée des idées réactionnaires, des replis nationalistes,

communautaristes, identitaires en sont l'illustration. Le parasitisme achevé de la classe capitaliste ne peut mener qu'à de nouvelles catastrophes.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, on peut chiffrer à une quinzaine, au plus à une vingtaine d'années le temps pendant lequel le capitalisme se développa à un rythme soutenu. Depuis près de cinquante ans, sur fond de crise permanente, il va de krach en krach, faisant reculer toujours plus la société, sans réelle reprise de l'économie à l'échelle mondiale.

Une telle situation est la manifestation de l'impasse qu'est devenue l'organisation capitaliste de la société. Comme l'écrivait Trotsky, « *pour établir l'âge du capitalisme et son état en général, pour établir s'il est encore en train de se développer, s'il a atteint sa maturité ou s'il est dans son déclin, il est nécessaire de diagnostiquer la nature des cycles, de même que l'état d'un organisme humain ne peut être diagnostiqué qu'en vérifiant si la respiration est régulière ou spasmodique, profonde ou légère, etc.* [...] *Dans les périodes de développement capitaliste, les crises ont un caractère bref et superficiel, alors que les booms ont une durée et une portée plus longues. Dans les périodes de déclin capitaliste, les crises ont un caractère prolongé, alors que les booms sont brefs, superficiels et spéculatifs*[11] ».

Le capitalisme est incapable de sortir de lui-même de ses contradictions. Comme dans les années 1930, on peut dire avec Trotsky qu'il faudra des « *événements d'ordre "super-structurel" d'importance essentielle* » pour modifier la situation. Ces événements, selon leur nature, des guerres ou des révolutions, soit feront plonger la société dans la barbarie, soit permettront à l'humanité de franchir une nouvelle étape en construisant une nouvelle société.

Les bases de cette nouvelle société existent déjà. La productivité actuelle suffirait largement à couvrir les besoins des hommes si l'économie était organisée en fonction des intérêts de tous. La classe sociale qui est capable de réaliser cela, le prolétariat, s'est considérablement développée sur tous les continents. L'intégration de l'Asie a fait surgir des centaines de millions de nouveaux prolétaires, dont les intérêts sont étroitement mêlés à ceux de leurs frères d'Europe, d'Amérique et d'Afrique. L'avenir leur appartient à condition que la conscience de leurs intérêts de classe se réimplante en leur sein.

11 L. Trotsky, *Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste*, III[e] congrès de l'IC (23 juin 1921).

Bibliographie

Beaud Michel, *Histoire du capitalisme 1500-2000*, Seuil 2000.

Beaud Michel, *La croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest*, Cujas, 1965.

Brochier Hubert, *Le miracle économique japonais, 1950-1970*, Calmann-Lévy, 1970.

CEPII, *L'économie mondiale 2019*, collection Repères, La Découverte, 2018.

Collectif, Lévy-Leboyer Maurice, *Histoire de la France industrielle*, Larousse, 1996.

Maddison Angus, *L'économie mondiale 1820-1992, analyses et statistiques*, OCDE, Decitre, 1995.

Mandel Ernest, *La crise 1974-1982 : les faits, leur interprétation marxiste*, Champs Flammarion, 1994.

Masson Paul, *L'aide bilatérale : Assistance, commerce ou stratégie ?* PUF, 1967.

Niveau Maurice, Crozet Yves, *Histoire des faits économiques contemporains*, collection Quadrige, PUF, 2016.

Les sources sur la guerre et l'après-guerre viennent en grande partie de publications de l'Insee disponibles en ligne sur le site Persée. Les statistiques sur le chômage sont issues de l'Insee et de l'OCDE, et pour les États-Unis du Bureau of Labor Statistics.

La répartition capital/travail, les profits des entreprises sont analysés par Michel Husson (revue Ires n° 64), par le CEPII (avril 2018).

Enfin, les chiffres et les tendances de l'évolution de l'économie mondiale sur les 70 dernières années (productivité, investissements, PIB...) proviennent essentiellement de calculs à partir de la base de données Ameco de la Commission européenne.

Table des matières

Introduction 3

Première partie :
Avant la guerre, le grand chambardement 7

De la Première Guerre mondiale à la crise 10
Du capitalisme de laissez-faire à l'intervention des États 19
Le libéralisme défait par Keynes et par... le capitalisme lui-même 29

Deuxième partie :
Les Trente Glorieuses, filles de la guerre 39

L'hégémonie des États-Unis 41
La relance de l'économie par la guerre 41
Une domination sans partage 44
Mais une domination sous dépendance du marché mondial 48
Des institutions internationales fabriquées sur mesure 51
En France 55
La reconstruction, sur les reins de la classe ouvrière 55
L'État-providence, mythes et réalités 58
La refonte d'un appareil de production obsolète 63
La « société de consommation » 73
Une exploitation aggravée 77
Dans le reste du monde 81
Le miracle japonais... 81
... et le miracle allemand 87
Le pillage des pays pauvres 91

Troisième partie :
Des années 1960 à aujourd'hui, la crise 95

L'épuisement des Trente Glorieuses 97
Des marchés saturés 97
Les désordres internationaux 100
La crise pétrolière 102
De la crise au marasme généralisé 105
Les États face à la crise 105
L'ouverture des marchés et la financiarisation 114
Une dynamique inversée 119
Le rétablissement des profits 125
Une offensive généralisée contre la classe ouvrière 125
L'intégration accélérée de l'économie à l'échelle de la planète 130
Conclusion 133
Bibliographie 139

Dans la collection Éclairage

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien
2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde
3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914
4 - Italie 1919-1920, les deux années rouges
5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010
6 - La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution
7 - Le cerveau et la pensée
8 - La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France
9 - La civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle
10 - Les philosophes des Lumières
11 - L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927
12 - L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme
13 - Le Parti communiste français, 1920-1933
14 - Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie
15 - Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie
16 - Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)
18 - Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923
19 - Une industrialisation à pas de tortue. France, 1789-1914.
20 - Chili 1970-1973. Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre